

# CHOSES LUES



**addap 13**

*revue de presse*

**Été 2008**

**PREVENTION SPECIALISEE**

*Eduquer dans la rue*

SOCIETE

TRAVAIL SOCIAL

LEGISLATION

EMPLOI

LOGEMENT

SANTE

SCOLARITE

BIBLIO

BREVES

COUP DE COEUR

*Voici que l'été va sur sa fin et que nous nous retrouvons : pour vous remettre dans le bain, disons que trois dossiers en préparation se partagent en gros « notre » actualité : le RSA, la loi pénitentiaire et le logement. Ils ont en commun d'avoir franchi la barre de la présentation en Conseil des Ministres.*

*Le RSA donc, et encore, et ce n'est pas fini : dernier état du dispositif suivi d'un point de vue à la tonalité plutôt optimiste. Et en Emploi vous verrez que le Conseil d'analyse économique préconise ce type de redistribution et au passage demande son extension aux moins de 25 ans c'est à noter. Maintenant place aux débats parlementaires.*

*Mais au-delà du RSA les rapports s'accumulent : Sénat, Conseil économique et social, Conseil de l'emploi se penchent sur la précarité ... et l'emploi des jeunes. Ce n'est pas un hasard, c'est quand même plutôt encourageant et c'est à lire ou au moins à parcourir.*

Du côté de la chancellerie un gros dossier à double entrée : la loi pénitentiaire avec les réserves qu'elle suscite et puis tout ce qui concerne les mineurs. Conditions d'emprisonnement et réforme de l'ordonnance 45. En *travail social* un article clair sur cette question complexe et une étude passionnante sur le juge des enfants ... qui il est et comment il résiste.

Le logement, vous voulez que l'on vous dise ? La loi ne plaît pas, voilà c'est dit. Ajoutons simplement que la FNARS et l'Uniopss avaient demandé la révision en profondeur du projet et ainsi vous prenez la mesure du mécontentement qu'elle suscite. A vous de voir.

Puisqu'aussi bien la rentrée a toujours une connotation scolaire, ne vous privez pas d'un rapport sur la suppression de la carte scolaire... avant d'autres bilans plus circonstanciés.

Et au milieu de tout ça il faut trouver direz-vous l'envie de s'y remettre. Mais c'est possible quand M. Rouzel parle de la dimension clinique dans le travail social, ou quand un CHRS en Avignon pratique un accueil inconditionnel sur fond d'autogestion (*coup de cœur*). Réflexion, définitions, innovations, prise de risque. Tout ce qu'il faut pour être heureux d'un coup et quand même d'appartenir à ce secteur pourtant si difficile. Ne vous en privez donc pas.

Ajoutons aux dossiers incontournables une petite mention pour la première partie du dossier Etrangers. Ensuite nous proposons un autre niveau de lecture : des informations très synthétisées, la plupart du temps assorties de liens Internet pour ceux qui veulent approfondir. Une manière de mettre beaucoup de matériel à votre disposition sans trop alourdir l'ensemble de la lecture dans ce contexte très chargé.

Voilà c'est à vous de construire maintenant votre itinéraire entre toutes ces lignes. Nous vous souhaitons bien sincèrement la meilleure rentrée possible.

*Bonne lecture et à bientôt.*



addap13 est une association de Prévention Spécialisée conventionnée avec le Conseil Général des Bouches du Rhône

\*Contact : [gnneville.comanov@addap13.org](mailto:gnneville.comanov@addap13.org)

ASSOCIATION DEPARTEMENTALE POUR LE DEVELOPPEMENT DES ACTIONS DE PREVENTION

2, Boulevard Gustave Ganay - 13009 - MARSEILLE

Téléphone 04 91 71 80 00 / Télécopie 04 91 71 29 27 / Courriel : [addap13@addap13.org](mailto:addap13@addap13.org)



Programmes d'action triennaux en faveur des banlieues et réactions .....	p 04
Histoire d'une mairie et de sa piscine + un entretien .....	p 04
La croissance des dépenses d'action sociale des départements en 2007... ..	p 04
Unccas : « L'action sociale locale est menacée » .....	p 05
Le développement social à considérer comme un investissement .....	p 05
Le RSA présenté en Conseil des ministres .....	p 05
10 ans après la loi de 1998, le RSA peut révolutionner les aides sociales .....	p 06
Pauvreté, inégalité, exclusion, discriminations : nos éléments .....	p 06
Violences conjugales en 2007 .....	p 07
Nouvelles en provenance et autour de la chancellerie .....	p 08
Petit tour d'Europe cet été .....	p 09
Dossier Etrangers .....	p 10



Flashes secteur cet été .....	p 11
Ordonnance 45 : faire évoluer les dispositifs, pas les principes .....	p 12
Une étude sociologique sur le juge des enfants .....	p 13
Mineurs étrangers isolés : la défenseure des enfants et autres éléments .....	p 13
Feu la clinique ? .....	p 13
Dossier signalétique : éléments, points de vue, expériences .....	p 14
Professions sociales et établissements .....	p 14
Éléments sur le handicap .....	p 15



Sélection de l'été .....	p 16
--------------------------	------



Deux rapports sur l'emploi des jeunes .....	p 16
Le conseil d'analyse économique épingle le SMIC et plébiscite le RSA .....	p 17
Éléments de l'été sur l'emploi .....	p 17
Un rapport pour améliorer la mesure de l'emploi et du chômage .....	p 18
Chiffres du chômage sur 3 mois et autres éléments .....	p 18



Présentation du projet de loi pour « l'accès au logement » et réactions ..... p 19  
 Application de l'art. 55 de la loi SRU : un bilan d'étape ..... p 19  
 Eléments de l'été sur le logement ..... p 19



Plan de la MILDT 2008-2011 et réactions ..... p 20  
 Eléments de cet été ..... p 20



Un rapport sur la suppression de la carte scolaire ..... p 21  
 Des éléments sur la rentrée ..... p 21



« On nous signale » ..... p 22  
 ASH du 27 juin 2008 ..... p 22  
 ASH des 22 & 29 août 2008 ..... p 22



Le Monde ..... p 23  
 ASH du 20 juin 2008 ..... p 23  
 ASH du 4 juillet 2008 ..... p 23  
 ASH du 22 août 2008 ..... p 23  
 ASH du 29 août 2008 ..... p 23



Hébergement la Villa Médicis ouvre ses portes ..... p 24





## Programmes d'action triennaux en faveur des banlieues et réactions

ASH – 27/06/08 – 08 322

Le Monde – 21/06/08 – 08 322



*Vous n'y trouverez rien de bien nouveau mais ce sont nos éléments à ce jour. Recourent plutôt des annonces déjà faites.*

**20 juin : Comité Interministériel des Villes et du développement social urbain (CIV) c/ suivi du plan « Espoir banlieues »**

Feuilles de route plus ou moins détaillées selon les ministères : financées sur leurs budgets propres, par redéploiement de crédits (sauf les 520 millions pris sur « Grenelle environnement » - transports -)

### Emploi dans les quartiers

**Premiers contrats d'autonomie** signés « début juillet » (35 opérateurs retenus) pour 45 000 jeunes en emploi en 3 ans

**Aide aux créateurs d'entreprise en place « depuis le 1<sup>er</sup> juin »** : 20 000 créateurs des « quartiers sensibles » d'ici à 2011.

« **53 entreprises et 9 fédérations pro** se sont engagées à recruter plus de 40 000 jeunes et offrir plus de 36 000 stages pro »

**Dans la future convention Etat-Unedic-futur opérateur SPE, « la problématique de l'emploi dans les banlieues sera prise en compte de façon explicite »** : adaptation offre de service, services de proximité dans les quartiers...

**La future réforme de la formation professionnelle** : mieux orienter les fonds vers territoires et personnes qui en ont le plus besoin notamment les jeunes sortis du système scolaire sans qualification

### Développement IAE dans les quartiers

#### Scolarité

**Annonces déjà avant le CIV** : généralisation accompagnement éducatif (primaire prioritaire, ; développement E2C, transport d'élèves (primaire) hors des quartiers, nouvelles places d'internat ...

**Lutte contre l'absentéisme** : un repérage systématique sera réalisé et un diagnostic établi par préfet et inspecteur académie ; et procédures de suivi mises en place.

Par ex sera constitué un « **vivier de personnes ressources pour assurer la fonction de tuteur** » pour ces jeunes

#### Santé

**50 maisons de santé** pluri-professionnelles dans zones défavorisées (sur 100 prévues)

**Lutte contre refus de soins** : les 5 % de professionnels

recevant le moins de bénéficiaires CMU seront identifiés et un suivi sera engagé avec eux.

#### Travail relations sociales et solidarité

Expérimentations gardes d'enfants

#### Intérieur

**Réserviste police** pour nouvelle fonction : « **délégué cohésion police-population** »

#### Fonctionnement du plan

**350 « délégués du préfet » dans 350 quartiers prioritaires** à partir de septembre 2008 : **correspondants de proximité** « unique point d'entrée pour tous les dispositifs politique de la ville »

#### Prochain CIV prévu pour l'automne

#### Les réactions

**Assoc maires Ville et Banlieue** : c'est bien de recourir au droit commun et d'interpeller ministères mais **peu de « propositions novatrices ou de nouveaux financements »**

**Emploi** : insuffisant pour les jeunes en grandes difficultés

« **Rien sur les finances locales** », la péréquation ou la DSU

**Rien sur la production de logements sociaux** ni nouvelles modalités d'application loi SRU

## Un maire de l'Isère renonce à réserver la piscine municipale aux femmes

Le Monde – 27/06/08 – 08 371



*Laïcité, compliquée décidément mais ô combien passionnante. Lisez, énervez-vous et réfléchissez. Nous aimons beaucoup cet entretien vous l'aurez compris. Des choses que l'on entend peu et de quoi aider à prendre du recul. voire préparer des arguments.*

**Un créneau de 2 h** était prévu le lundi pour les femmes et enfants de la commune de La Verpillère

**Proposé par le CS** de cette ville

**Polémique** : atteinte à la laïcité, victoire du communautarisme, menace ; tout est arrêté.

**Mme Amara** : dénonce pratiques « **dangereuses** », « pressions liées à des intégrismes religieux »

A la mairie on souligne que les femmes étaient de toutes nationalités.

#### Entretien avec M. Poulat

**historien, sociologue, Directeur d'études l'EHESS**

« J'aimerais que ceux qui voient là une violation de la laïcité me disent à quelle loi ils se réfèrent »

« **La mixité dans notre société n'a pas été créée au nom de la laïcité** (...) correspond surtout à une **évolution des mœurs** », de même pour « les non-mixités exigées par certaines religions, aussi regrettables et passistes soient-elles »

« **Les accusations de communautarisme me paraissent surtout une manière de stigmatiser l'islam** »

*Quelles sont selon vous les réelles violations des principes de laïcité ?*

« **Lorsque la liberté publique de conscience est bafouée**, la laïcité est violée »

*La justice, une partie des élus..., montrent une grande vigilance sur ces questions...*

« **S'explique en partie par l'inculture de la majeure partie des jeunes magistrats sur les question de culte et de religion** (...) décisions souvent **anti-cléricales** »

## La croissance des dépenses d'action sociale des départements en 2007 a ralenti en 2007

## mais devrait repartir en 2009

ASH – 20/06/08 – 08 325



*Toujours intéressants les points de l'ODAS. Et à suivre plus que jamais. A noter que les dépenses d'insertion liées au RMI ont beaucoup augmenté depuis la décentralisation. Inattendu.*

**Charge nette restant aux Dpts : 19,4 milliards, soit une hausse de 5,1 % par rapport à 2006.**

Plus faible que les années précédentes (+ 229 % entre 2000 et 2007)

**Action sociale = 60 % dépenses fonctionnement**

**Dépenses ASE + 5,1 %** (5,8 % en 06)

**Charge nette RMI presque stable** (+ 0,8 % contre 35,9 % en 06). Baisse du chômage : la dépense d'allocation est stable c'est l'insertion qui augmente avec 920 millions contre 730 en 2006.

**Personnes handicapées + 7,9 %** (2,2 % en 2006)

**Personnes âgées + 6,6 %** (11,3 % en 2006)

**ODAS : augmentation à venir.** Réforme tutelles en 2009 ; réforme de la protection de l'enfance pas encore appliquée ; prestation compensation handicap monte en charge et demande croissante APA probable (démographie) + généralisation RSA

**ODAS suggère bilan circonstancié acte II de la décentralisation : « on ne tiendra pas indéfiniment avec un système de prestations voté au plan national (...) mais dont le financement repose pour partie sur la fiscalité locale »**

---

## Unccas : « L'action sociale locale est menacée »

ASH – 04/07/08 – 08 365



*Une alerte de plus dirons-nous. A lire bien sûr. Où l'on reparle des collectivités territoriales...*

**Entretien avec M. Kanner, Pdt de l'Unccas**

Fin 2007, le rapport Lambert proposait de « **supprimer l'action sociale facultative des communes** » ou de la « soumettre aux orientations des schémas départementaux d'action sociale »

**Les CCAS sont un guichet de proximité particulièrement utile aux usagers fragiles.**

*Le projet de RSA bouscule-t-il la situation ?*

**L'Unccas est opposée** au fait de fondre les aides extra-légales dans un dispositif piloté par le référent unique du parcours d'insertion (cf. Grenelle).

Si le RSA absorbe toutes les aides, **quid des personnes très éloignées de l'emploi auxquelles les CCAS sont confrontés ? On les abandonne aux collectivités locales ?**

*On maltraite les collectivités territoriales ?....*

Elle sont accusées d'incurie alors qu'elles assurent 70 % des investissements publics.

**L'Etat doit préserver la solidarité nationale** et établir une politique d'équité territoriale !

*Et pour les CCAS – CIAS ?*

**Clarifier** les différents dispositifs et reconnaître la valeur ajoutée portée par les CCAS-CIAS : démarche d'analyse des besoins sociaux.

---

**« Le développement social doit être**

## considéré comme un investissement »

ASH – 27/06/08 – 08 329



*Peut-être connaissez-vous par cœur CIAS et CNAS mais sinon c'est à lire ; résume bien les débats actuels, ne peut être ignoré.*

**30/06 au 04/07 33<sup>e</sup> conférence mondiale du Comité international d'action sociale**

70 pays échangeront sur les conditions d'un développement social harmonieux.

**Entretien avec M. Rollet, Pdt CIAS**

*Le CIAS a 80 ans. Quel est son rôle ?*

**Créé en 1928** : réunit tous les 2 ans un forum d'échanges sur politiques sociales.

**Est devenu ONG avec statut consultatif auprès de l'ONU : groupe de pression**

**En France existe le comité national d'action sociale (CNAS) créé en 1927**, lieu d'échanges sur les pbs d'action sociale et leur évolution : caisses sécurité sociale, assocs (Uniopss ..) + des IRTS.... C'est le correspondant français du CIAS.

*Qu'entendez-vous par un développement social harmonieux ?*

**En 1995 à Copenhague 100 chefs d'Etat ont reconnu l'importance du développement social** ; ne se mesure pas seulement avec le PIB ; autres ratios : taux d'alphabétisation, de mortalité infantile....

**Mettre l'accent sur la réduction de la pauvreté (politiques ciblées au risque de stigmatiser), ou adopter des politiques globales et universelles ? C'est le débat.**

*La mondialisation ne va guère dans le sens du développement social...*

On avance : la Banque mondiale accepte d'investir dans de l'éducation, de la santé.

**Mais il faut des lieux comme la conférence du CIAS pour faire avancer l'idée que le développement social favorise le développement économique**

*Le recul de l'Etat providence ne facilite guère la tâche des travailleurs sociaux...*

Partout monte cette logique du Workfare : un travail en échange d'allocations. Avec un renforcement des objectif de résultat en insertion pro mais sans réorientation des politiques globales de l'emploi

*Plus d'éléments sur [www.cnas-icsw.org/](http://www.cnas-icsw.org/)*

---

## Nos éléments sur le RSA

ASH – 11-18/07/08 – 08 377

*Le Monde – 9-10/07 & 21-28-29-31/08 – 08 377*



*Voilà ce qu'on peut dire... c'est à suivre bien sûr avec les derniers arbitrages à prendre. D'ores et déjà se profile la modélisation générale c'est donc à lire... Et les moins de 25 ans en sont exclus. Voilà, à vous de voir.*

Communiqué de M. Hirsch le 2 juillet 2008

Premières expérimentations apportent **informations « positives et encourageantes »**

**Taux moyen retour à l'emploi** toujours supérieur d'au moins 25 % aux zones témoins

**Premiers emplois occupés** : deux tiers dans le secteur marchand près du tiers emplois durables

**Près des deux tiers bénéficiaires RSA percevaient RMI depuis plus de 2 ans.** Donc personnes « éloignées de l'emploi ».

**Revenus du travail** : pas plus faibles qu'en zone témoin ; pas d'augmentation du temps partiel.

**Gain financier significatif** : + 100/200 € mensuels

**Le comité national d'évaluation** travaille sur ces données : dans quelques mois on sera mieux fixé.

### Conférence de concertation du 9 juillet 2008

Près de 150 parlementaires, Pdts CG, partenaires sociaux, assoc et bénéficiaires minima sociaux.

Les partenaires sociaux devront décider s'il concernera bénéficiaires ASS.

**Les moins de 25 ans ne seront pas concernés** (mais expérimentations possibles)

**La question des détenus** devra être reposée

**Le RSA n'absorbera pas l'AAH** mais un dispositif similaire pourrait être étudié

**Devrait concerner travailleurs pauvres** : critères de revenus du foyer et composition famille

**RSA attribué sans limitation de durée** en fonction des autres ressources. Egal au RMI / API et complément si revenu d'activité.

**Versé par les CAF** : Dpts financent équivalent RMI et Etat assure le complément RSA

**Prime pour emploi** : serait maintenue, « articulée » avec le RSA mais soit non-indexation soit réduction plafonds de ressources applicables aux couples.

Ce recentrage PPE = 400 millions + 7,5 milliards RMI/API & intéressements temporaires : **crédits nouveaux pour le RSA = de 1 à 1,5 milliard**

**Barème RSA** devra être national (possibles expérimentations) : sa définition dépend arbitrages à venir. La majorité des participants favorables à « **une pente de 35 %** » (quand revenus d'activités augmentent de 100, prestations baissent de 35).

**Principe retenu** : cumul intégral RSA / revenus activités pendant 3 premiers mois reprise travail.

**Droits connexes** : ne seraient plus rattachés au statut mais aux revenus (éviter effets de seuil)

**2 groupes de travail** : sur avenir droits connexes locaux et prime de Noël (que le gouvernement voudrait supprimer)

**Bénéficiaires RSA** devraient accéder au service public emploi et dispositifs accompagnement pro

**Financement** : dernières nouvelles au 28 août

Pour le surcoût de 1,5 milliard décision de **taxer « les revenus du capital »** : assurance-vie, plans d'épargne et produits du patrimoine (1,1 %) ; le reste étant assuré par les 300 millions dégagés par le gel de la PPE en 09 (normalement indexée sur prix)

**Inquiétudes**

**Organisations de chômeurs** : regrettent redéploiement partiel de la PPE

**De même rattachement des droits connexes aux revenus** : « annulera gains liés à reprise emploi »

**ADF** : pas « d'assurance sur le financement fonds mobilisation insertion » (RMI / RSA).

**CGT CNAF** : généralisation RSA incompatible avec moyens actuels

**Conseil des ministres** du 3 septembre

**Parlement** à l'automne & mise en œuvre 01/07/09

## 10 ans après la loi de 1998, le RSA peut

## révolutionner les aides sociales

ASH- 29/08/08 – 08 410



*Principal intérêt de ce point de vue : son optimisme somme toute alors que les craintes s'accroissent autour des effets pervers potentiels. Plus des éclairages sur la loi de 1998, et sur l'évolution de la pauvreté, bien simples et utiles.*

**Avec M. J. Damon, prof. Sciences-Po, ancien responsable « Questions sociales » au CAS**

*Quel héritage de la loi 1998 relative à la lutte contre les exclusions ?*

Elle a permis un aménagement du secteur de la lutte contre les exclusions, en a fait une priorité des politiques publiques (même si ce n'est pas encore une réalité) et a consacré des droits fondamentaux (encore inappliqués) : c'est une étape essentielle.

*L'approche est maintenant celle des droits individuels...*

Depuis les années 80, la lutte contre l'exclusion s'aménage dans un secteur distinct du système de protection sociale. **La notion de droit opposable pose l'obligation de résultats.** L'Etat doit rendre des comptes. C'est de plus en plus concret.

*Faut-il se focaliser, avec le RSA, sur le retour au travail ?*

**Il n'oblige pas au travail** (contrairement au workfare à l'américaine) **mais veut « garantir un revenu » permettant de s'en sortir, quelles que soient les conditions d'activité ».** **La vraie question est celle de l'emploi et de la croissance.**

*En attendant la pauvreté augmente...*

Les modes de calcul des stats changeant, c'est difficile de trancher cette question. **« Il faudrait disposer d'un paramètre de pauvreté absolue »**

Il y a eu des victoires : notamment sur la pauvreté des personnes âgées mais **aujourd'hui elle augmente chez les jeunes et les urbains** : d'où le sentiment qu'elle augmente. **Il faudrait une seule loi fixant 3 minima sociaux : pour personnes handicapées, âgées et d'âge actif.**

*Voir L'Exclusion – PUF – Que sais-je ? 2008 – 8 €*

[julien.damon@orange.fr](mailto:julien.damon@orange.fr)

**Pauvreté, inégalités, exclusion, discriminations : nos éléments**



*La pauvreté : nouveaux chiffres d'abord. Ensuite le Sénat qui constate d'or... quant aux préconisations elles manquent un peu d'originalité pour nous, voire illustrent un certain désarroi ? Le micro-crédit nous aimons, vous le savez... et c'est un amour de plus en plus partagé. Sur les travailleurs pauvres le bel article de Robert Castel a le mérite de montrer comment on en arrive là. Salutaire ! EAPN aussi est à retenir : lutter par l'emploi ou plus globalement ? Ce questionnement prend de l'ampleur c'est à noter.*

**L'Insee dénombre près de 7,9 millions de pauvres en métropole pour 2006**

ASH – 29/08/08 – 08 409

**13,2 %** de la population a vécu avec moins de 880€ par mois en 06–05 : 13,1 % avec moins de 865 €

Données ont été recalculées pour 2005 : majoration de tous les indicateurs ; le taux de pauvreté est alors passé de 12,1 % à 13,1 %.

Evolution 2005/2006 « ne peut être considérée comme significative » et l'intensité de la pauvreté est en baisse : 18,2 % par rapport au seuil contre 18,6 % en 2005.

Familles monoparentales et zones urbaines les plus touchées.

Insee première 1203 – [www.insee.fr](http://www.insee.fr)

<http://www.insee.fr/fr/ffc/ipweb/ip1203/ip1203.pdf>

## 82 propositions pour améliorer l'efficacité des politiques de lutte contre l'exclusion

ASH – 11/07/08 – 08 375

**La pauvreté persiste (12 % de la population), le nb de travailleurs pauvres augmente (7 % population active), ainsi que le nb de SDF**

**Affiner mesure pauvreté**

Avec éléments qualitatifs et définir « indicateurs d'alerte publiables rapidement » pour ajuster.

**Accès aux droits fondamentaux**

**Soins** : 33 % bénéficiaires potentiels ne bénéficient ni CMU ni aide acquisition couverture. **Suggère affiliation automatique** pour bénéficiaires minima sociaux (si revenus OK plafonds), revalorisation plafonds à 681 € mois + généraliser PASS

**Exclusion bancaire** : il y a des avancées mais il faut continuer. **Suggère « forfait annuel bancaire de solidarité »** pour bénéficiaires droit au compte et développement médiation bancaire

**Remédier « échec majeur du système scolaire »** : « **Une grande aprt des adultes pauvres sont nés pauvres** » : 50 % des jeunes sortis de l'école sans diplôme à 17 ans vivent dans 20 % des familles les plus pauvres.

**Saluent mesures prises** (socle commun, évaluation CE1...) mais **demandent efforts sur la pédagogie, véritable politique sociale des établissements scolaires, mise en place orientation active et partenariats entre école et extérieur.**

**Faire de l'IAE une priorité.** Mêmes conclusions que CNAIE & Grenelle. Donner plus d'aides, plus de formations, simplifier contrats aidés...

Insiste sur « **indispensable simplification** » de la gouvernance de la politique lutte contre exclusion

Rapport d'Info n° 445 - <http://www.senat.fr>

## Le micro-crédit en question : le Secours catholique demande son extension

ASH – 20/06/08 – 08 347

**1° convention « crédit projet personnel » en 04.**

Aujourd'hui projet porté par 30 délégations et 13 opérateurs financiers : **près de 500 prêts accordés**

(3 500 pour le dispositif fonds cohésion sociale)

**Pas de « solution miracle » mais amélioration** de la situation des emprunteur et taux de non remboursement inférieur à 5 %

**L'accompagnement personnalisé** des emprunteurs est une condition essentielle de la réussite : il faut structurer relation entre accompagnateur et banquier

Préconise d'élargir dispositif aux interdits bancaires (40% des demandeurs), ce qui rejoint une préconisation du Grenelle de l'insertion

\* **Un dossier dans Lien social 891 – 03/07/08 - 347**

**Présentation de l'ADIE** : 80 % des personnes soutenues sont sorties des dispositifs d'aide sociale + **un entretien** avec sa Pdte, Mme Nowak et **un témoignage d'un conseiller** crédit « la personnalité du candidat plus importante que son CV »

**Expérience microcrédit pour réfugiés politiques**

## Autres éléments glanés cet été

ASH – 27/06/08 – 08 358

\* **Aide alimentaire – annonce du 18 juin**

**Matignon : augmente de 10 millions** les crédits Etat pour cette action (doublement des recettes)

**3 millions de personnes** en bénéficient en France

**Programme européen** représente 50,9 millions

ASH – 04/07/08 – 08 366

\* **Le Collectif Alerte** : « **l'écart se creuse** »

**Les minima sociaux n'ont pas été revalorisés** (sauf AAH et minimum vieillesse 5 %).

**Pdts assoc demandent revalorisation immédiate** d'un montant au moins égal à celle du SMIC

\* **L'action des interlocuteurs sociaux face à la pauvreté laborieuse** (enquête Univ. Lyon)

On ne connaît cette question que sous l'angle des revenus : cette enquête aborde des points moins connus. Caractère familial et multidimensionnel de cette pauvreté, actions sur les lieux de travail...

Synthèse [www.travail.gouv.fr/IMG/pdf/Lettre5.pdf](http://www.travail.gouv.fr/IMG/pdf/Lettre5.pdf)

\* **A noter sur la question des travailleurs pauvres, un très bel article de Robert Castel**

Le Monde – 09/07/08 – 08 366

**Présence non-emploi, survalorisation travail et stigmatisation non-travail : risque d'impulser politique « pouvant conduire à la peine activité sans que cela signifie le retour au plein-emploi. »**

**Société où l'on travaille « même si le travail n'assure pas les conditions minimales d'une certaine indépendance économique »**

ASH – 11/07/08 – 08 386

**EAPN et inclusion active** - [www.eapn.eu/](http://www.eapn.eu/)

Parlement européen retient ce principe **d'inclusion par l'emploi** en matière de lutte contre la pauvreté.

**EAPN craint des dérives** : imposer un emploi indépendamment de la qualité et de la situation des personnes.

**Propose notamment un revenu minimum**

ASH – 18/07/08 – 08 396

\* **M. Hirsch** : veut obtenir un accord des 27 (d'ici fin 08) sur des « **objectifs chiffrés** » pour faire reculer la pauvreté (16 % citoyens UE)

**Lancement de réseaux d'expérimentation sociale à l'échelle européenne** à l'ordre du jour de la réunion des 15/16 octobre à Marseille

\* **Voix des précaires et langage du social**

**La voix des précaires s'élève souvent en amont d'une « parole de l'usager ».** Comment passe-t-on de la voix à la parole ? conditions et enjeux de cette transformations et capacité de ces voix à influencer sur nos « relations sociales normalisées »

Cedias-Musée social n° 3/07 – 16 € - 01 45 51 66 10

ASH – 22/08/08 – 08 408

**Gaz, électricité et eau**

**Le tarif « social gaz » entre en vigueur au 15/08** et s'applique de plein droit aux bénéficiaires du tarif social d'électricité – **décret 778 13/08, JO 14/08/08**

**Le plafond de ressources est aligné sur celui de la CMU-C** – **arrêté du 05/08, J.O. 14/08/08**

**Une nouvelle procédure bientôt applicable** en cas d'impayés des factures d'électricité de gaz et d'eau

Délai 45 j en tout + courrier proposant services sociaux Dpt - **décret 780 13/08, JO 14/08**

## Violences conjugales en 2007 – Rapport de l'OND

ASH – 18/07/08 – 08 395

Le Monde – 09/07/08 – 08 395



*Sur le fond ce n'est guère satisfaisant : sur la manière de traiter la question en revanche on avance... et c'est tout de même très positif.*

**Plus de 47 500 faits constatés** de violences volontaires sur femmes majeurs par conjoint ou ex-conjoints enregistrés en 2007, soit 25,6 % de l'ensemble des faits constatés de violences volontaires sur personnes de 15 et plus.

**Hausse continue depuis 2004 (+ 31,1 %) avec une accélération en 2007 (+ 16 %)**, dans un contexte de hausse de l'ensemble de violences (+ 28 % 04/07)

**Explications avancées : intensification collecte info** (sensibilisation police et gendarmerie) + **évolution législation** (06 circonstances aggravantes élargie aux « ex ») et il y a beaucoup de plaintes concernant ce type de délit).

**Ne suffit pas à tout expliquer** : pour affiner ses analyses, l'observatoire mène enquêtes annuelles de victimation avec l'Insee. On y apprend par ex. que seules 21 % des femmes se déclarant victimes dans ce cadre en 2005 ou 2006 ont déposé plainte....

Grand Angle n° 14 - [www.inhes.interieur.gouv.fr](http://www.inhes.interieur.gouv.fr)

## Nouvelles en provenance et autour de la chancellerie



*Un nouveau fichier... il faut bien sûr s'informer... et puis il faut suivre. Les EPM décident ont du mal à convaincre c'est le moins qu'on puisse dire et côté majeurs, la question de l'encellulement individuel n'en finit pas d'essayer de s'organiser... dans un mécontentement général.*

### Eléments sur l'emprisonnement des mineurs

ASH – 20-27/06/08 – 08 337

\* **6 organisations veulent la fermeture des EPM et le redéploiement des budgets vers les structures éducatives**

**Syndicats magistrature & avocats de France, PJJ FSU, CGT PJJ, CGT pénitentiaire & LDH** livrent un « bilan critique » des EPM, plus d'un an après l'ouverture du premier. (6 en fonctionnement)

« **Leurre éducatif sous couvert de l'amélioration des conditions de détention** » tout en banalisant l'incarcération des 13/18 ans au détriment de mesures éducatives qui ont fait leurs preuves

**01/06/08** : 762 mineurs incarcérés dont 180 en EPM avec un temps moyen d'incarcération de 2,5 mois

**Syndicat magistrature** : déplore « 100 millions » dépensés alors que des mesures du milieu ouvert sont en attente et que des structures ferment.

**L'administration** donnera un bilan dans les prochaines semaines

\* **Ministères Justice & Santé récapitulent règles prise en charge sanitaire des mineurs incarcérés**

Circ. DGS/DHOS/DAP/DPJJ/MC1/2008/158-13/08

**Examen médical d'entrée** et activités d'éducation à la santé « programmés dans emploi du temps »

**A la date d'incarcération affiliation au régime général de la sécurité sociale** et maintien des droits un an après la sortie.

Guide sur [www.sante.gouv.fr/htm/dossiers/detenus](http://www.sante.gouv.fr/htm/dossiers/detenus)

## Un décret autorise le fichage des mineurs de plus de 13 ans « susceptibles de porter

## atteinte à l'ordre public »

ASH – 11-18/07 & 22/08/08 – 08 382

Le Monde – 25/07/08 – 08 382

Décret 08-632 (CNIL 08-174) 27/06/08, J.O. 01/07/08

**Exploitation documentation et valorisation de l'information générale = Edvige** centraliser et analyser « **infos relatives aux individus, groupes, organisation et personnes morales, qui, en raison de leur activité individuelle ou collective, sont susceptibles de porter atteinte à l'ordre public** »

Aucune finalité de **police judiciaire**

Etat civil... « signes physiques particuliers » et « comportement » + photo et données « relatives à l'environnement de la personne » possibles

**Y accèdent** : fonctionnaires direction sécurité publique, police ou gendarmerie « sous le timbre de l'autorité hiérarchique » (avec motifs consultation)

« **Aucune interconnexion** ni forme de mise en relation avec d'autres traitements ou fichiers »

**Droit d'accès aux données** accordé aux personnes

**La CNIL** a émis des réserves notamment sur la traçabilité des consultations.

fichées mais pas de droits d'info ni d'opposition

**Edvige inquiète et un recours va être déposé**

**Synd. magistrature** : « étend considérablement champ données collectables, comme les motifs justifiant le fichage »

**GISTI** : accroît considérablement capacités de fichage « **toutes les personnes engagées dans la vie de la cité sont visées** »

Et aussi UNAF qui « partage les réserves de la CNIL », CSF, CNL, FCPE, Aides, l'ANAS....

Très contesté : le fait qu'il concerne des mineurs

**SNPES-PJJ** : « sans qu'aucune infraction ne soit commise des mineurs dès 13 ans seront fichés, en raison de leur **activité** individuelle ou collective, sans aucune définition »

**Groupe Claris** : « que reste-t-il de l'excuse de minorité ? »

Et le Conseil constitutionnel ne se prononcera pas (option réglementaire)

« **Pas de zéro de conduite** » & **Anpase** très critiques : évoquent préconisation Inserm (2005) de dépister les futurs délinquants dès la crèche

**5 syndicats, Amnesty France & LDH** préparent un recours en annulation devant Conseil d'Etat

## Un décret organise la mise en œuvre du droit à l'encellulement individuel des prévenus

ASH – 27/06/08 – 08 335

Décret n° 2008-546 du 10/06/08, J.O. 12/06/08

S'il ne peut en bénéficier (configuration des lieux) **demande de transfèrement** à déposer auprès du chef de l'établissement pénitentiaire qui a 2 mois pour répondre (possibilité, aval du magistrat...).

**Les assocs parlent « d'entourloupe »**

**Risque de compromettre l'application d'un principe** inscrit dans la loi. Durée moyenne détention d'un prévenu = 4 mois... or le directeur a 2 mois pour répondre à la demande....

**Contrôleur général lieux de privation de liberté**

« **Tout détenu a droit à des conditions de vie acceptables, et cela passe par la cellule individuelle, inscrite dans notre code de procédure pénale (...)** avec 63 838 détenus pour 50 746 places, on est face à une urgence sociale »

**A noter** : directives de Mme Dati pour améliorer les conditions de détention

ASH – 11/07/08 – 383

Circ. NORJUSK 0840006 C - 05/06/08 à paraître BOMJ

Invite à rallonger durée parloirs et ouvrir jours sup ; augmenter durée promenades, développer activités les week-ends et jours



fériés...

## Le projet de loi pénitentiaire présenté en conseil des ministres le 28 juillet

ASH – 27/06 & 22/08 /08 – 08 336

Renforce missions du SPP, consacre le bénéfice des droits fondamentaux pour les détenus, l'aide en nature pour les plus démunies et l'élaboration d'un acte d'engagement pour ceux qui travaillent

Développer alternatives à l'incarcération

Réaffirme principe encellulement individuel mais un nouveau moratoire est prévu...

### Les professionnels se désolent

**Emmaüs France** loin des recommandations de rapports publics ou des états généraux de 2006 ; ne permettra pas de résoudre les pbs. **OIP** : déplore une « réforme à droit constant »

**Synd. pénitentiaires** : FSU & CGT « manque d'ambition » ; très irrités par le moratoire.

## Modalités d'intervention du contrôleur général des lieux de privation de liberté

ASH – 27/06/08 – 08 338

Circ. SG 08-017 du 18 juin 2008 à paraître BOMJ

**Dans les établissements pénitentiaires** il peut accéder à l'ensemble des locaux sauf aux bâtiments des services d'insertion et de probation.

**Dans un centre éducatif fermé public ou associatif, il peut accéder à tous les locaux.**

**Peut s'entretenir sans témoin** avec toute personne lui paraissant nécessaire (mineur, détenu...)

**Il peut être saisi d'ores et déjà par courrier**

35, rue St-Dominique – 75007 Paris  
et prochainement sur Internet

## En bref cet été

ASH – 20/06/08 – 08 339

**Mme Dati le 12 juin** : « la justice a besoin de structures associatives renforcées et réaffirmées dans leur intervention »

A demandé au ministère du Budget « de revaloriser la tarification des mesures alternatives aux poursuites et des compositions pénales » ; et demandera aux parquets de « privilégier le recours aux assocs » (mise en œuvre mesures alternatives)

ASH – 11/07/08 – 384

**Recours du ministère de la justice rejeté.** Déposé contre décision du tribunal administratif de Rouen condamnant l'Etat pour mauvaises conditions de détention. Jugement du 27 mars sera définitif à moins d'un pourvoi en cassation.

ASH – 18/07/08 – 392

\* **La Commission « Guinchard »** : propositions pour une justice lisible et plus accessible

**Créer un « pôle famille »** au sein de chaque TGI ; instituer « réseau judiciaire » articuler interventions Juges Affaires Familiales, Enfants et Tutelles

**Simplifier procédures** : notamment créer un guichet universel de greffe

**Déjudiciariser les contentieux** pour désengorger les tribunaux

[www.ladocumentationfrancaise.fr](http://www.ladocumentationfrancaise.fr)

\* **Lutte contre la récidive** : bilan au 01/07/08

Bilan « **pleinement satisfaisant** » présenté par Mme Dati en conseil des ministres du 11/07

**10 783 décisions c/ majeurs** : dans 51 % des cas peines planchers en 1<sup>er</sup> instance et dans 65 % des cas en appel.

**231 décisions c/ mineurs** : peines planchers dans 45% des cas ; excuse minorité écartée dans 30 affaires relatives à des 16/18 ans

## Petit tour du côté de l'Europe cet été



*Petit état des lieux en désordre de ce qui avance et de ce qui voudrait / devrait avancer ... Se présente en deux parties : les instances européennes et les rapports sur l'Europe, à lire, autrement ce qu'il n'est pas permis d'ignorer, et ce qu'il est intéressant de savoir. Le rapport Lamassoure est plein de bon sens et les perspectives sont intéressantes. A suivre.*

## Travaux des instances européennes

ASH – 11-18/07/08 – 381

Le Monde – 09/07/08 – 08 381

**Les 27 approuvent le 7 juillet** une version amendée du pacte sur l'immigration

« **Régularisations au cas par cas** (...) politiques ambitieuses pour favoriser intégration (...) favoriser apprentissage langue ; respect identités des Etats membres UE ; mieux réguler immigration familiale ; visas biométriques »...

<http://www.touteurope.fr>

**La Cimade** : dénonce ce pacte et en propose une analyse sur son site. Elle demande par ailleurs une saisine la Cour de justice des communautés européennes pour vérifier la légalité de la « directive retour » (ASH – 18/07/08 – 381)

**La Commission européenne adopte son agenda social renouvelé ...** (COM/08/412/ - 02/07/08)

Lutte contre pauvreté et exclusion sociale, contre discriminations, promotion égalité des sexes, enfants et jeunes en sont les points principaux.

**... et préconise une action commune contre l'exclusion des Roms** (COM/08/420/ - 02/07/08)

Mieux appliquer directives anti-discriminations

**La Commission européenne toujours partisane de la méthode ouverte de coordination (MOC)**

Au-évaluation volontaire des moyens mis en œuvre. **Reconnaît que la pauvreté concerne encore 16 % des citoyens européens, dont 19 % d'enfants**

ASH – 04/07/08 - 363

**Sommet des 19/20 juin à Bruxelles**

Face flambée des prix, légitime « **mesures à court terme** » pour « **aider les plus pauvres** »

Prend objectifs : « **carte bleue** » procédure unique de permis de travail et séjour et **d'un socle commun de droits** pour les travailleurs immigrés

Document 11018/08 du Conseil de l'UE – 20/06/08

**Agence droits fondamentaux**

**Racisme en Europe**

Entre 06 et 07 **crimes** racistes enregistrés par justice pénale UE augmentent (+ 27,7 % en France)

**Comportements racistes** « peu ou mal sanctionnés », Royaume-Uni possède la législation la plus efficace

ASH – 20/06/08 – 08 346

**Conseil des ministres** : Lignes directrices Emploi

Précise : des « **mesures individualisées devraient être prises pour les jeune défavorisés** » mais pas de nouvelle ligne sur insertion sociale active

**La Commission** : plan pour harmoniser politiques d'immigration et d'asile d'ici à 2010

Propose **10 principes communs de base** rattachés aux volets Prospérité, Solidarité et Sécurité.

**L'immigrant** doit avoir statut légal aussi proche que possible

que celui des nationaux (soins...)

Prend idées : contrat d'intégration & immigration choisie (pas de régularisations massives)

**Asile** : réviser textes existants, élargir et préciser conditions d'accès au travail et droits à la défense

#### **Congrès pouvoirs locaux - Conseil de l'Europe**

\* **Logement des migrants** : recommande de « garantir aux groupes les plus vulnérables l'offre d'un logement » (nb réglementé logements sociaux)

\* **Enfants des rues** : tous doivent avoir « droit et accès à protection » (soin, assistance, formation...) Préconise transfert aux municipalités de locaux ou crédits d'Etat (accroître le nb d'abris ou de centres)

#### **Ministres et experts : Santé mentale et Europe**

S'engagent à agir : prévention suicide & dépression, **santé mentale chez les jeunes**, au travail, chez les personnes âgées, **lutte contre stigmatisation et exclusion sociale**

**11 % des Européens concernés par la maladie mentale = 118 milliards d'euros**

---

## Autres éléments

ASH – 27/06/08 – 08 345

\* **Rapport Lamassoure : pour améliorer l'accès des citoyens européens à leurs droits**

« **Déséquilibre flagrant** » entre l'intégration économique et la libre circulation des personnes : vides juridiques et un manque d'informations

**Pour le remboursement des soins** par ex. : propose « carte européenne de sécurité sociale »

Et au-delà une « **carte de citoyen européen** » : délivrée par un guichet unique ; tiendrait lieu de carte de séjour, travail, santé... un « **passport juridique** » permettant de faciliter procédures.

Prône **création d'un contrat de travail européen** : régime spécifique de droits sociaux et fiscaux pour travailleurs mobiles à l'intérieur de l'UE

<http://www.touteurope.fr>

\* **Le kaléidoscope du paysage associatif européen**

**Etude de la CPCA : distingue 7 modèles de relations** entre secteurs associatifs et Etat dans l'UE

**L'histoire compte beaucoup** dans la place occupée par les assoc mais l'attribution de leur rôle dans le dialogue sur les politiques publiques est affaire de volonté politique.

Indications en matière de « force de travail » et sur les sources de financement (publics, activités, dons)

**Avoir cette connaissance est indispensable pour obtenir un statut de l'assoc européenne.**

[www.cpa.asso.fr](http://www.cpa.asso.fr)

\* « **Europe et Solidarité** » par l'Uniopss

Aborde citoyenneté et pauvreté, discriminations, démocratie participative et place reconnue aux assoc dans une Europe « que l'on voudrait sociale »

[www.uniopss.asso.fr](http://www.uniopss.asso.fr), rubrique Europe

---

## Dossier étrangers



*M. Hortefeux donne un « bilan d'étape » sur lequel chaque jour se greffent des informations complémentaires : en rendant la lecture plus fine... Quant à la commission Mazeaud, elle était attendue, elle est bien là et à lire. Quant au Sénat il parle très concrètement cet été. Tout est à suivre bien sûr.*

**M. Hortefeux fait un bilan d'étape le 19 juillet**

ASH – 27/06 & 04-11/07/08 – 08 340

Le Monde – 20&21/06/08 – 08 340

## « Rééquilibrage très net en faveur de l'immigration professionnelle »

**Entre les 01/06/07 et 31/05/08, le nb de travailleurs étrangers progresse de 36,7 %** par rapport à la même période un an plus tôt.

**A noter** : prise en compte dans les stats des travailleurs des pays entrés dans l'UE depuis 2004 (début 08 ≃ 30% des salariés étrangers accueillis).

Au 01/07/08 autorisation préalable ne subsiste que pour Roumanie et Bulgarie (arrêté 24/06/08) **L'immigration familiale en baisse de 12,6%** (mêmes périodes de référence) - continue en 2008

**Forte augmentation du nb d'éloignements d'étrangers en situation irrégulière : + 31 %** (mêmes périodes de référence) - s'accroît en 2008

A noter que les départs volontaires ont quadruplé.

**Collectif Romeurope** : stats sur retours volontaires discutables. Souvent « obtenus sous contrainte » et dans l'urgence ... et retours nbx. Présence stable...

**M. Hortefeux est convaincu que : « pour la 1<sup>o</sup> fois depuis une génération » le nb de clandestins a diminué en France depuis un an, de 8 %**

Il en veut comme indicateurs : baisse de 6,2 % du nb de bénéficiaires AME, moins de refoulements à l'entrée du territoire, « **signe que notre politique de dissuasion commence à porter ses fruits** »

## ... la commission Mazeaud est défavorable aux quotas d'immigration

ASH – 18/07/08 – 340

Le Monde – 08-14/07/08 – 08 397

« **Irréalizable** » pour les étrangers arrivant au titre du **regroupement familial ou de l'asile** : « incompatible avec nos principes constitutionnels et nos engagements européens et internationaux »

« **Inefficace** » contre l'**immigration irrégulière** : « l'affichage d'un contingent [pouvant] même avoir paradoxalement un effet incitatif »

**Pas nécessaires pour l'immigration de travail** : accords avec les pays par ex. permettent de réguler

**Gestion flux migratoires** : demande **outil stat fiable** « mieux connaître caractéristiques population de notre pays », **propose que le Parlement se prononce sur l'ensemble politique migratoire**. Notamment à partir « d'un projet de loi de programme [avec] objectifs chiffrés indicatifs »

**A noter** : M. Hortefeux annonce la préparation d'un projet loi programme 09-11 avec « objectifs chiffrés (...) par catégorie et motifs d'entrée en France ». La notion d'*objectifs* est indicative et non contraignante comme les *quotas*.

**La commission écarte l'unification contentieux des étrangers** : « très difficilement réalisable » ; penche pour une simplification des procédures et un renforcement des moyens.

<http://lesrapports.ladocumentationfrancaise.fr>

## ... + un rapport du Sénat sur les « difficultés » de l'Immigration économique

ASH – 11/07/08 – 340

**Absence d'incitation concrète à la recherche d'un emploi** pour les signataires d'un CAI : suggère prises de RdV systématiques avec ANPE

« **Régler au préalable, au cas par cas, la situation** » des **travailleurs présents de manière irrégulière mais employés de manière régulière**.

**Rendre opposable à l'administration le délai** de traitement demandes autorisations travail (2 mois)

Rapport n° 414 – synthèse sur [www.senat.fr](http://www.senat.fr)

## Centres de rétention : nos éléments

ASH – 27/06 & 29/08/08 – 08 343

Le Monde – 24/06/08 – 08 343

### \* Polémiques après l'incendie de Vincennes

Les 2 bâtiments du CRA ont été détruits : le plus grand centre de rétention de France (280 places)

La Cimade (voir n° avril) avait alerté à plusieurs reprises de même que la commission nationale de contrôle des CRA : trop forte concentration.

La Cimade demande la suppression des quotas d'expulsion.

M. Delarue annonce la visite prochaine de ses services dans les centres de rétention « y compris Vincennes après réouverture »

\* L'accès des centres et locaux de rétention bientôt ouvert à plusieurs associations

Décret n° 2008-817 du 22/08/08, J.O. du 23/08/08

Au 01/01/09, à la fin de la convention avec la Cimade, des conventions pourront être passées avec d'autres assocs ; une seule personne morale par centre.

## Droit d'asile : nos éléments cet été

\* Un rapport propose de confier l'examen des recours à des magistrats permanents

ASH – 20/06/08 – 08 341

La Cour nationale du droit d'asile (ex Commission des recours) passera sous gestion du Conseil d'Etat normalement en 2009.

Le rapport Richard préconise 10 Pds permanents à temps plein + vacataires : harmonisation jurisprudence, meilleure professionnalité.

A noter : nouvelle diminution recours en 07 (- 25%) devant la cour nationale du droit d'asile ; sur 27 000 décisions, 5 415 annulations de décisions OFPRA, dont 17,8 % ont abouti à l'octroi du statut de réfugié. (rapport activités Conseil d'Etat)

\* Forum Réfugiés & Cimade : le dispositif national d'accueil ne remplit pas ses missions

ASH – 27/06/08 – 08 342

### 8° rapport annuel de Forum Réfugiés

Etat des lieux 2008 : [www.forumrefugies.org](http://www.forumrefugies.org)

« Les résultats sont bons avec un taux de reconnaissances à 30 % très largement supérieur à ceux que l'on observait ces dernières années »

Dispositif national d'accueil (DNA) : passé de 7 000 places en 2001 à 21 000 en 2008 ; positif.

DNA passé sous la compétence des préfets + modifs statuts CADA et réforme ATA.

Mais déficit d'info, orientation sociale plateformes se réduit, accès à l'ATA compliqué, CADA accueillent 33 % seulement des demandeurs...

Mêmes constats dans une enquête de la Cimade : Un accueil sous surveillance – [www.cimade.org](http://www.cimade.org)

\* Un décret renforce l'information des demandeurs d'asile

ASH – 22/08/08 – 08 405

Décret n° 2008-702 du 12/07/08, JO 17/07/08

Mise en conformité avec droit européen et convention de Genève : infos à chaque stade de la procédure « dans une langue dont il est raisonnable de penser [qu'il] la comprend »

## En bref cet été

ASH – 11/07/08 – 08 385

### Le regroupement familial par le GISTI

Un point juridique : procédures et restrictions

<http://www.gisti.org/spip.php?rubrique39> – 13 €

ASH – 18/07/08 – 08 400

### Campagne des Amoureux au ban public

Lancée dans 7 villes et prévue jusqu'à la St-Valentin pour protester contre le durcissement des lois. Soutenue par la Cimade, FASTI, GISTI, LDH, MRAP, Synd magistrature et avocats de France...

ASH – 18/07/08 – 08 414

### Deux études de la DREES

\* Parcours résidentiels des nouveaux migrants : les réfugiés les plus mal lotis

### \* Un portrait des bénéficiaires de l'AME

Etudes & Résultats 644 & 645 – [www.sante.gouv.fr](http://www.sante.gouv.fr)

ASH – 29/08/08 – 08 419



## Flashes secteur cet été



*Parlent vraiment de vous, de votre quotidien, de votre devenir : c'est donc à lire bien sûr.*

ASH – 04/07 & 29/08/08 – 08 369

\* Stages : Une association issue de la Coordination nationale des étudiants

Dans certaines régions, difficultés persistent pour trouver des stages ; la coordination demande une « concertation multipartite » et n'ayant pas été reçue par M. Bertrand, se constitue en assoc en 07.

« Fédération nationale des travailleurs sociaux en formation » : défendre valeurs éthique et identité des étudiants ; exercer une veille sur les formations et l'actualité de l'action sociale

CA les 25-26 septembre à Nancy

[contacts.tsf@gmail.com](mailto:contacts.tsf@gmail.com)

Cité des assocs – Boîte aux lettres 440

93 la Canebière – 13001 Marseille

\* Entorse au secret professionnel : une AS dénonce un sans-papiers

ANAS : « faute grave » ; il n'y avait pas de danger, donc n'entraîne ni dans le cadre de levée du secret pro (art. 226-14) ni dans le code de déontologie de la profession ; de toute façon si risque potentiel c'est au juge des enfants que l'on en réfère ; la police n'est saisie qu'en cas de péril et il faut systématiquement avertir sa hiérarchie.

Premier cas de ce type.

Pour l'ANAS, confirme nécessité « sécurisation juridique de l'intervention sociale » (cf. CSTS 06)

## Réforme de l'Ordonnance 45 : propositions, inquiétudes et une étude originale de la PJJ



*Le premier article est très intéressant parce que plein de propositions et par là-même très instructif. Se lit bien. Le deuxième, un peu plus technique, est tout aussi passionnant et donne bien le schéma des débats probables de l'avenir. Quant à l'étude allez voir c'est bien c'est original et bien dommage en même temps que ce le soit.*

### Faire évoluer les dispositifs, pas les principes

ASH – 04/07/08 – 08 367

**Sur quoi débouchera la commission Varinard** qui doit réformer « en profondeur » (assurer meilleure visibilité des dispositions, renforcement de la responsabilisation des mineurs, rapidité et efficacité de la réponse à chaque passage à l'acte) ?

**Les réponses pénales ont été durcies** depuis 2002.

**Comment aller plus loin sans rompre l'équilibre même de l'ordonnance** : magistrats, assocs et syndicats PJJ sont inquiets même s'ils sont d'accord pour réintroduire cohérence et lisibilité.

**Le taux de réponse pénale** à la délinquance des mineurs dépasse 85 % en 07 (78 % pour majeurs)

**La plupart des organisations représentatives ont été auditionnées** par la commission et ont formulé des propositions.

**Insistent sur prévention situations d'exclusion et de relégation** : politique globale jeunesse /famille

**La justice pénale des mineurs manque de moyens** : mesures en attente, placement différés...

**Manque de lisibilité de l'ordonnance** : succession de réformes, une même mesure figure parfois sous des noms différents et à des stades différents...

**Quelle pertinence des sanctions éducatives pour 10/13 ans** (interdiction certains lieux...) ? beaucoup disent que les « 10 ans » ne les comprennent pas.

**AFMJF** : plaide pour une progressivité continue. **Audience initiale** : relaxe ou condamnation (avertissement, éducative...) ou **jugement avec déclaration de culpabilité et « délai d'épreuve »** 6 mois après lesquels nouvelle comparution pour apprécier la nécessité de prononcer une peine. On gagnerait du temps et éviterait les temps morts.

**Unasea** préconise aussi **audience préliminaire** et propose de **déjudiciariser les affaires les moins graves** : avec justice de proximité spécialisée

**AFMJF** approuve : « tout ne relève pas forcément de la juste et la prévention est l'affaire de tous mais pas du tout dans la même logique que la loi sur la prévention de la délinquance »

**Uniopss** finalisera propositions en sept. Appelle à « une loi-cadre (...) & conférence de consensus »

Tous plaident pour **maintien réponses purement éducatives** : « ne pas réduire le jeune à son acte délinquant » (SNPES-PJJ-FSU). Développement réparation pénale, adaptation contrôle judiciaire...

**Les professionnels alertent sur la confusion entre rapidité de prise en charge et rapidité du jugement** : « ce n'est pas l'immédiateté de la sanction qui est importante... mais la célérité de la réponse judiciaire » (syndicat magistrature)

**Uniopss** : il faut du temps pour connaissance personnalité et environnement et l'essor de la quasi-comparution immédiate est « regrettable ».

**Uniopss** : alternatives aux poursuites intéressantes mais il faut les réviser (dimension éducative)

**Double compétence civile et pénale du juge des enfants ? indispensable, c'est unanime.**

**La CIDE** demande que soit fixé un **seuil de responsabilité pénale** : variable en Europe ; en France sanctions éducatives

à 10 ans et pénales à 13

**AFMJF** : ne doit pas être inférieur à 13 ans (obligation pour le juge de vérifier le discernement)

**Et si inférieur à 13 ans, les pros demandent qu'il n'y ait pas de sanctions pénales avant 13 ans.**

**CIDE et âge de la majorité pénale** : doit correspondre à la majorité civile. Donc souhait qu'il ne soit pas abaissé.

**A noter** : certains pays UE ont prévu que les moins de 21 ans puissent faire l'objet des mêmes sanctions que les mineurs.....

## Six organisations inquiètes des orientations de la commission Varinard

ASH – 18/07/08 – 08 398

**SNPES-PJJ-FSU /CGT-PJJ /Synd. Magistrature /AFMJF /Synd. Avocats & LDH** : la plupart ont déjà été auditionnés

**SNPES-PJJ** : « le débat sur la primauté de l'éducatif n'est absolument pas abordé lors des auditions, il n'intéresse pas, voire irrite »

**Synd. Magistrature** : « s'achemine vers tribunal correctionnel pour 16/18 ans multirécidivistes avec un président (...) magistrat non spécialisé »

**Craint remise en cause de la spécialisation des magistrats et la séparation entre assistance éducative** (60 % activité juges de enfants) **et le pénal** : « spectre de la délégation totale protection de l'enfant à l'autorité administrative, et [risque] inégalités traitement + difficulté à faire appel »

**AFMJF** : la spécialisation de la justice des mineurs n'apparaît « pas comme une ligne à suivre » ; craint « adaptation [et] automaticité »

**Synd. Magistrature** : ne pas faire un « débat technique, mais une question politique sur la place de l'enfant dans la société »

## Ordonnance 45 vue par les mineurs

ASH – 18/07/08 – 08 399

**L'étude porte sur 331 mineurs** : 88 % de garçons, âge moyen 16,5, 60 % ne fréquentent ni école ni dispositif de formation, 60 % ont fait l'objet de 1 à 3 mesures ou peines et les atteintes aux personnes représentent 45 % des infractions commises.

« **Logique de gradation des réponses** (...) en fonction du degré de réitération »

Confirme « **complexité du droit pénal qui peut entraîner une perte de repères** »

Ils « **ne font aucune confusion entre le rôle du juge des enfants au pénal et sa fonction de protection au titre de l'enfance en danger** »

**Rapport peu conflictuel avec droit & justice. 2 bémols** : si réponses plus intrusives dans leur quotidien ou si on aborde la place de la victime

**Admonestation, sanction éducative et placement extérieur** sont les termes les moins bien compris; **liberté surveillée et sursis avec mise à l'épreuve** posent pb aussi ; **mesure de réparation** souvent confondue avec **TIG** ; **termes** désignant **mesures d'aménagements de peine** sont mieux compris.

**Manque de lisibilité** : expressions techniques, parfois désuètes, caractère abstrait des expressions.

**Qu'est-ce qui « fait réellement peine » ?** : **séparation d'avec famille, souffrance causée aux parents et accomplissement d'efforts quotidiens.**

**Fait apparaître importance accordée aux relations avec les adultes** : TIG, réparation...

« **Paroles et écrits judiciaires semblent glisser (...)** émotions, événements, rencontres fortes » le plus souvent restitués lors des entretiens

**Conclusion** : « **besoin d'expériences de vie valorisante, de rencontres et d'échanges avec des adultes contenant, disponibles** »

Etude transmise à la commission Varinard.

## Une étude sociologique sur le juge des enfants

ASH – 20/06/08 – 08 326



*Très intéressant ; on connaît les évolutions législatives, le recentrage pénal de la PJJ etc. mais finalement du juge des enfants « aujourd'hui » que sait-on vraiment ? ce travail est précieux à ce niveau. A lire.*

Centre de sociologie des organisations (avec mission recherché Droit et justice)

**Quel avenir pour la spécificité** et l'influence de ces magistrats, à part dans le paysage judiciaire français, du fait de leur fonction éducative aux civil et pénal ?

### Temps réel et productivité

**Des modifications les ont fragilisés** : vision éducative et travail sur le long terme remis en question (tournants répressifs, réponse immédiate aux infractions...)

**Départementalisation action sociale** : a modifié leurs place et collaboration avec les établissements de protection de l'enfance (forte tutelle départementale).

**Comme les autres magistrats**, impératifs de réduction de dépenses et accroissement productivité : injonction paradoxale à conjuguer avec l'intérêt de l'enfant.

**Le parquet intervient** plus souvent pour décider mesures alternatives ou d'urgence

**Parfois à l'inverse le parquet s'appuie sur le juge** pour « freiner les vellétés répressives » (élus ou opinion)

**Contingences matérielles poussent le juge à traiter les situations urgentes** relevant le plus souvent de l'assistance éducative (rééquilibre pressions au profit du pénal)

### Recentrage sur le pénal

**Une contrainte de plus** : PJJ a du mal à mettre en œuvre mesures milieu ouvert

**Rapport avec CG se complexifient** : les juges recherchent adhésion des familles et suivis individualisés ; se heurte à des logiques d'économie.

**Il interfère moins dans les pratiques des travailleurs sociaux** : la prise en compte de l'usager a différencié leurs accès

### Il demeure la « clef de voûte » de la justice des mineurs

Et résiste aux « attaques » extérieures

**Face aux situations difficiles** on veut le plus de garanties possibles (judiciarisation des rapports usagers / service public) : conforte les prérogatives de ce juge.

**Ainsi a-t-on vu beaucoup de résistances à l'expérimentation** du transfert aux Dpts de la mise en œuvre assistance éducative

**Mais le risque actuel, « de la suppression de [sa] position-pivot (...) fait craindre un effacement de l'ensemble du système » de la justice des mineurs**

**Pourtant ils « se sentent peu conservateurs » ; il faut leur laisser la capacité d'innover au lieu de modéliser et de globaliser les réponses.**

[www.gip-recherche-justice.fr](http://www.gip-recherche-justice.fr)

## Mineurs étrangers isolés : prise de positions de la défenseure des enfants et autres éléments

ASH – 27/06 & 11/07/08 – 08 328



*La Défenseure des enfants c'est bien, c'est clair .... appliqué ? A suivre bien sûr. Et Unicef comme tant d'autres intervenants*

*sociaux, qui ne renoncent jamais... et que nous admirons pour cela.*

### Défenseure des enfants lors d'un colloque (20/06)

**Constate disparités territoriales importantes** sur accueil et prise en charge.

### 25 recommandations

**Informateur mineur** arrivé par voie aérienne : sur intégralité des droits et procédures ; augmenter le temps de présence en zone d'attente des assoc's habilités.

**Renforcer assistance et représentation** : administrateur ad hoc (revaloriser indemnités) + interprète tout de suite

**Plateformes pour une protection immédiate** coordonnée entre Etat et CG ; aujourd'hui souvent laissée aux assoc's.

**Harmonisation du traitement judiciaire** : circulaire chancellerie rappelant qu'ils relèvent de la protection enfance (5/03/07). Implique saisine du juge enfants.

**Validation de leur minorité** : « motiver juridiquement » le rejet des documents présentés et prohiber radiographie osseuse

**Développer accès scolarité & formation**, quel que soit leur âge : permettre « contrats jeune majeur » quelle que soit l'ancienneté de la prise en charge.

**Unicef-France lance un appel « solennel aux autorités françaises »** - [www.unicef.fr](http://www.unicef.fr)

**« Promouvoir un principe de non-refoulement (...) statut juridique spécifique »** protecteur

**Ils seraient de 4 000 à 6 000** sur le territoire : représentent à peine 4 % des 136 000 enfants bénéficiant d'une mesure de protection de l'enfance

## Feu la clinique ?

ASH – 27/06/08 – 08 323



*Voilà c'est clair ça nous plaît. On peut ne pas être d'accord sur le caractère dangereux des évolutions en route mais l'intérêt de cet article c'est qu'il explique bien les deux points de vue en présence.*

### Par M. Rouzel, psychanalyste et Directeur de Psychasoc

**Montée en charge des approches cognitivistes et comportementales** dans les universités françaises (médecine, sciences humaines et psycho) ; le « style français » est en recul et avec lui la diversité des pratiques

**« Les métiers de la relation humaine seraient réduits à des méthodes de réadaptation sociale »**

Et cela envahit aussi le travail social.

**Toute action sociale**, accomplissement d'une mission relevant de politiques sociales, **est faite aussi d'une rencontre entre humains**, de paroles échangées : il y a là une dimension clinique.

**M. Chauvière** : « entre ingénierie et services, (...) importante sphère d'action sociale (...) qu'on devrait qualifier de clinique sociale (...) intervention au plus près des gens et irréductible au simple accompagnement social »

**« Pas de travail social sans dimension politique »** : dans l'institution ou ailleurs où « les travailleurs sociaux ont le devoir de faire remonter ce qu'il peuvent observer des dysfonctionnements de la société »

**La spécificité du travail social réside dans cette capacité très développée d'entrer dans un lien assez intime avec un autre humain stigmatisé (...) et en souffrance.** La psychanalyse y participe en permettant de gérer le transfert.

**Partout où il s'agit d'éduquer et de soigner, il y a une « dimension d'impossible fichée au cœur de l'homme »,** qui n'est pas une machine.

« L'approche clinique exige d'entendre les symptômes non pas comme des dysfonctionnements à éradiquer mais comme des expressions faisant signe d'un sujet ».

**Consolider et transmettre ces qualifications, c'est l'enjeu du futur.**

La loi 2002-2 va bien des politiques sociales vers la clinique du sujet mais on parle plus de *réadaptation, établissement, gouvernance...* que de clinique.

**En formation** les ateliers et études de cas cliniques se sont réduits : on y tissait une pratique sans perdre le fil théorique, et ainsi on construisait du sens.

**Dans les institutions** on manque d'espaces d'élaboration clinique, de synthèses...

2 voies sont ouvertes reposant sur 2 conceptions de l'être humain.

**1. Homme montage de gènes et de neurones** amené à des conduites sociales par conditionnement de l'environnement : idéologie behavioriste. Déviance sociale taxée de maladie ; dépistage, rééducation...

**2. Homme par nature inachevé** dépendant d'un environnement social mais capable de choix et d'évolution : éducation et travail social ressorts de transmission de valeurs communes.

**Les différents champs doivent unir leurs forces pour que les métiers de l'intervention humaine ne soient pas réduits à de la pure mécanique.** Attention aux normes ISO, démarches qualité, etc.

[www.psychasoc.com](http://www.psychasoc.com) - [rouzel@psychasoc.com](mailto:rouzel@psychasoc.com)  
& aussi [www.sauvons-la-clinique.org](http://www.sauvons-la-clinique.org)

---

## Dossier signalétique : éléments, points de vue, expériences



*L'ISIC : on en a parlé, on en reparle ici avec de nombreux exemples... et on va en reparler : alors à vous de voir. Déjà bien d'avoir en tête la dialectique ISIP / ISAP . Quant au dossier sur l'IAE il est énorme, c'est donc une mine d'exemples et d'adresses pour ceux qui y ont un intérêt particulier. Le DALO nécessite de nouveaux savoir-faire dans l'accompagnement du public ? Allez voir.*

**Accompagnement global : des espaces sociaux communs redynamisent le service à l'utilisateur**

ASH du 27 juin 2008 – 08 330

« **Espace social commun** » (ESC), il y en a 5 à Rennes : CDAS + CCAS + CAF + permanences associatives dans un même lieu. **Améliorer accès aux droits, favoriser travail en commun ; 250 personnes par jour. Se veut un lieu de vie ouvert, « pas seulement un guichet » et promeut une autre conception de l'action sociale : « ne reçoit pas uniquement des usagers du service social »** (expos, lectures de contes... ) **Risque ? entraver l'autonomie des personnes qui n'ont plus besoin de se déplacer.**

**Lutte contre l'exclusion : Emmaüs parie sur la santé et le bien-être de ses résidents**

ASH – 22/08/08 – 08 420

C'est le rôle du **service de santé communautaire** : épauler et former les équipes pour inciter l'utilisateur à se soucier de leur santé. Travail en réseau avec les professionnels du sanitaire : rencontres, groupes de parole et aussi activités d'hygiène bien-être (auxquelles participent parfois des infirmiers psy : somment où la parole se libère alors que consultations psys ne marchent pas toujours) et nutrition : « **entrer par la santé, non par des interdits mais par des actions positives** »

**Accompagnement social : l'ISIC écartelée entre**

**injonctions publiques et réalités de l'exercice professionnel**

ASH – 11/07/08 – 08 383

Le CSTS doit remettre un rapport sur l'Intervention Sociale d'Intérêt Collectif : description, intérêt, « nécessaire articulation » avec l'intervention sociale d'aide à la personne (ISAP) + propositions.

*Préconisations IGAS, réforme du DEASS... l'ISIC a le vent en poupe. Il ne s'agit pas de se substituer à l'intervention individuelle mais de « créer des réponses collectives à des pbs collectifs »*

*Mais professionnels confrontés au cloisonnement des dispositifs et politiques sociales. Et peuvent se sentir inquiets devant la part d'incertitude que provoque la constitution d'un groupe.*

**A noter** : « Assoc nationale pour le développement du travail social avec les groupes » [www.antsg.fr](http://www.antsg.fr)

**DALO : quel accompagnement social ?**

ASH – 18/07/08 – 08 402

**Par M. Gachet, Pdt de la FAPIL**

« La prévention est la première exigence complémentaire apportée par la loi. » ; les acteurs de l'insertion seront entre les demandes et la pénurie : « posture délicate » il leur faudra acquérir une technicité « logement » : droits sociaux mais aussi « connaissance du marché et de politiques locales de l'habitat » : d'ailleurs la loi prévoit d'intégrer cette question dans la formation des travailleurs sociaux. Avec ces nouvelles réalités il faudra réaffirmer les règles éthiques du travail social » « L'accompagnement ne se fera pas en opposition avec les lieux de décision mais dans une exigence en correspondance avec l'effectivité du droit au logement ». Et il faut être prêt pour 2012.

**Chantiers, ateliers et entreprises : l'insertion par l'activité économique**

Lien Social n°893/894 – 17/07/08 – 401, pp. 8-38

Une présentation bien documentée et puis des exemples, du plus classique au plus innovant ; des tas d'infos sur des structures dont la solidarité est la base mais qui sont aussi rentables et compétitives.

**Quelle reconnaissance pour le conjoint de l'assistante familiale ?**

ASH du 27 juin 2008 – 08 331

**Les textes relatifs à la profession ignorent les conjoints (majoritairement des hommes) : et pourtant ils contribuent à l'accueil des enfants. « La famille agit comme une sorte de sujet collectif » avec fusion des dimensions familiale et pro.** Les conjoints travaillent aussi : ne pas les reconnaître pour ne pas les payer ? On commence à trouver des demandes d'agrément de conjoints...

(Thèse de socio en préparation par M. Allières)

---

## Professions sociales et établissements



*Des interrogations subsistent autour de la VAE mais... un article est clair et documenté sur son succès. A connaître pour tous ceux qui envisagent, qui voudraient, etc.*

*Site Unasea sur la protection de l'enfance : c'est génial, allez voir.*

**DEES : la branche a réussi la greffe du dispositif de soutien à la VAE**

ASH – 20/06/08 – 08 348

**Rapport évaluation CNAM sur cet encadrement collectif pour un droit individuel.** Soutien individualisé : méthodologique et formatif

**Plus de 4 000 professionnels en ont bénéficié**

Il y avait craintes et résistances; aménagements et extension à d'autres diplômes sont envisagés

**12/2008 colloque national :** implication branche dans VAE des diplômés du travail sociale.

**A noter :** dans les ASH du 29/08/08

Une étude de la DARES sur les candidats à la VAE d'un titre ou diplôme niveau V en 2005, c'est-à-dire près de 50 % du public.

Dans le social, par ex. 80 % des candidats au DEAVS en obtiennent tout ou partie

1° synthèses 34.1 & 34.2 – [www.travail.gouv.fr](http://www.travail.gouv.fr)

**L'ANESM publie trois nouvelles recommandations de bonnes pratiques professionnelles**

ASH – 22/08/08 – 08 406

**Bientraitante**

**Adaptation à l'emploi des personnels**

**Prévention des conduites violentes dans les établissements accueillant des adolescents :** « difficile de déterminer si les comportements violents des ados sont plus nombreux et plus graves qu'auparavant ou si c'est le seuil de tolérance à leur égard qui s'est réduit »

Dispos sur [www.anesm.sante.gouv.fr](http://www.anesm.sante.gouv.fr) Publications

**Inquiétudes de l'Aforts sur l'offre de formation aux métiers de l'animation**

ASH – 07/11/08 – 08 387

Le rapport Bertsch suggère de remplacer notamment le Dejeeps (DDJS) par un BTS et le Desjeeps (DDJS) par une licence. Néglige « articulations entre les champs de l'intervention sociale et de l'éducation populaire »

[www.enseignementsup-recherche.gouv.fr](http://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr)

---

## Éléments glanés cet été pour vous être utile...

ASH – 27/06/08 – 08 357

\* **Unasea et réforme de la protection de l'enfance**

**Un site ad hoc :** esprit et lettre de la loi, suivi des décrets et premières applications, formations...

On peut poser des questions ou présenter des projets

[www.reforme-enfance.fr](http://www.reforme-enfance.fr)

\* **Un dossier sur la Mesure d'Activité de jour**

Nouvel outil de prévention de la délinquance des mineurs : peut être prononcée à tous les stades de la procédure judiciaire (décret 2007-1853 / 26/12/06)

ASH – 11/07/08 – 08 385

**Les adultes-relais** (60 % de femmes) exercent des fonction de médiation sociale et culturelle en ZUS

**2 enquêtes qualitatives du Centre d'études de l'emploi :**

« élargissement de la gamme de services proposés et des publics visés » + **glissement vers l'accompagnement individuel**

Connaissance emploi n° 55 - [www.cee-recherche.fr](http://www.cee-recherche.fr)

ASH – 18/07/08 – 08 394

**Le titre professionnel d'encadrant technique d'insertion - délivré ministère emploi / niveau IV - reconduit pour 5 ans à partir du 8/11/08.**

IAE, chantiers école, organismes formation... auprès de personnes en difficulté sociale et pro

ASH – 18/07/08 – 08 407

**DEASS 2008 : la DGAS autorise à nouveau une session de rattrapage**

Répond aux demandes des étudiants et de l'ANAS pointant notamment les fortes disparités territoriales

ASH – 29/08/08 – 08 413

\* **Caferuis. Etudes et certificats d'aptitude aux fonctions d'encadrement et de responsable d'unité d'intervention**

**sociale.**

Rôle complexe, entre terrain et direction. Historique de la fonction de CSE, et glissement de la *fonction* au *métier* suite à la création du CAFERUIS (04)

Description du référentiel de compétences.

*P. Dubéchet – Ed.. Vuibert – 22 €*

\* **La maltraitance des mineurs au programme du DEJEPS et du DESJEPS**

Spécialité « animation socioéducative ou culturelle » - *arrêté du 01/07/08 – J.O. du 17/07/08*

---

## Éléments sur le handicap



*Etude de la DREES comme une synthèse des annonces de la conférence du handicap ET des revendications qui y avaient été exprimées, c'est très parlant. Et puis essentiellement des éléments pour préparer la rentrée*

**4 demandeurs de l'AAH sur 5 sont en difficulté ou en dehors du marché du travail**

ASH – 27/06/08 – 08 350

**Enquête DREES :** c/ demandeurs de 07/05 à 07/06

Sur ces 330 000 personnes **43 % ont obtenu l'AAH pour incapacité de 80 % ou plus**, 25 % pour un taux de 50 % à 80 % (on l'a refusée à 32%)

**57 %** sont sortis du système scolaire sans diplôme

**20 %** sont en emploi dont 13 % en milieu ordinaire

**15 %** ont toujours ou presque toujours travaillé

**47 % de ceux qui ont travaillé** ont perdu leur emploi pour raisons de santé

*Etudes et Résultats n° 640 - [www.sante.gouv.fr](http://www.sante.gouv.fr)*

---

## Éléments sur la rentrée scolaire

ASH – 27/06/08 – 08 351

**Comment scolariser tous les élèves ?**

**Où en est-on et comment faire :** colloque organisé par FAS & ENS-HEA (15/02/07)

Actes sur [www.autonome-solidarite.fr](http://www.autonome-solidarite.fr)

ASH – 11/07/08 – 08 373

**6 organisations (4 syndicats d'enseignants + 2 assocs) écrivait à M. Darcos pour demander le renouvellement des contrats des AVS**

Beaucoup de contrats arrivés à échéance...

ASH – 22/08/08 – 08 421

**« Aide handicap école » est reconduit en 2008**

Aider les familles rencontrant des difficultés

**Téléphone 08 10 55 55 00**

[aidehandicapecole@educations.gouv.fr](mailto:aidehandicapecole@educations.gouv.fr)

ASH – 29/08/08 / *Le Monde* 27/08/08 – 08 416

\* **Unapei : « le terrain est prêt, l'institution doit suivre »**

Sondage IPSOS (demandé par l'Unapei) : **86 % des maîtres hors classes spécialisées** estiment possible l'accueil d'élèves handicapés.

Mais 85 % se déclarent insuffisamment informés

\* **Le gouvernement fait un geste en direction des étudiants handicapés lésés par la réforme des bourses (voir *scolarité*)**

Ceux qui seraient perdants du fait de la réforme **pourront bénéficier d'un examen de leur dossier** et d'une éventuelle compensation alors qu'une circ. de juin ne le prévoyait que pour les parents isolés les victimes d'éloignement.

## En bref cet été

ASH-11/07/08 - 08 373

\* **Le conseil de la CNSA porte à 45 millions d'euros par an le financement des MDPH, soit 15 millions d'augmentation.**

\* **Agefiph joignable par téléphone à partir du 24 juillet 0 811 37 38 39 (coût appel local)**

ASH-18/07/08 - 08 390

\* **Jugement Cour de cassation : le dispositif « anti-arrêt Perruche » n'est pas applicable aux enfants nés avant le 7 mars 2002**

Cass. civ. 1er, 08/07/08, n° 07-12-159

[www.courdecassation.fr](http://www.courdecassation.fr)

\* **Le travail protégé se dote d'un cadre pour la VAE (pp. 39/42)**

On estime à une quinzaine le nb dispositifs expérimentés actuellement.

**Un cadrage réglementaire vient d'aboutir et un décret paraîtra prochainement. Il y sera entériné que c'est le régime de droit commun qui doit s'appliquer à la VAE des usagers des ESAT.**

**La certification obtenue** permettra de valoriser l'expérience en dehors du milieu protégé.



*Fin de session parlementaire oblige : beaucoup de textes signalés. A parcourir... pour aller plus loin.*

ASH-20/06/08 - 08 355

\* **Arrêté du 5 juin 2008 (J.O. 10/06/08)**

**Etendant l'expérimentation du RSA-API aux Bouches-du-Rhône et au Rhône**

ASH-27/06/08 - 08 356

\* **Arrêté du 9 juin 2008 (J.O. 19/06/08)**

**Autorisant direction générale impôts, à transférer données à la CNAM : pour contrôle a posteriori des déclarations c/ CMU et CMU-C (expérimental)**

ASH-04/07/08 - 08 360

\* **Loi n°2008-596 du 25/06/08, J.O. 26/06/08 portant modernisation du marché du travail**

\* **Adoption (19/06) loi facilitant l'indemnisation des victimes d'infraction pénales (à paraître)**

\* **Décret revalorisant de 2,4 % les plafonds de ressources pour l'octroi de la CMU-C**

n° 2008-628, 27/06/08, J.O. du 29/06/08

\* **Décrets : montants et plafonds de ressources pour octroi prestations CAF fixés au 1° janvier (dès 2009) - n°08-604&605 26/06/08, J.O. 27/06/08**

\* **Décret c/ Regroupement familial : détaillant modulation**

**de la condition de ressources en fonction de la taille de la famille**

n° 2008-614, 27/06/08, J.O. du 28/06/08

ASH-04/07/08 - 08 374

\* **Circulaire** présentant nouvelles modalités de prise en charge des réclamations pour refus de soins aux patients titulaires de la CMUC-C

CNAM 33/2008-30/06/2008- [www.ameli.fr](http://www.ameli.fr)

ASH-11/07/08 - 08 378

\* **Décret et arrêtés exposant les nouveaux modes de calcul des APL**

2008-604-605-608- 26/06/08, J.O. 27/06/08

ASH-18/07/08 - 08 391

\* **Circulaire du 07/07/08 précisant réorganisation au sein de l'administration départementale de l'Etat : J.O. du 09/07/08**

ASH-22/08/08 - 08 404

\* **Loi constitutionnelle réformant les institutions n° 2008-724 du 23/07/08, J.O. du 24/07/08**

\* **Loi modernisant l'économie - n° 2008-776 du 04/08/08, J.O. du 05/08/08**: livret A distribué dans toutes les banques, nouveaux champs d'utilisation pour le micro-crédit, objectif de renforcement de l'accessibilité bancaire.

\* **Arrêté du 17/08/08, fixant la liste des établissements scolaires « ambition réussite » pour la rentrée 2008 (BOEN n° 31)**

**A noter : Dossier de Présentation de la loi relative aux droits et devoirs des demandeurs d'emploi**



## Deux rapports sur l'emploi des jeunes

ASH-11/07/08 - 08 376



*Très bien : là nous avons des propositions plus concrètes et surtout, alors même que le Réseau des Missions locales s'inquiète des perspectives, il est ici mis à l'honneur... c'est à lire et à suivre surtout.*

**L'emploi des jeunes des quartiers populaires par le Conseil économique et social**

« **Inacceptable** » : **taux de chômage** près de 2 fois supérieur à celui des autres jeunes, déjà très élevé, inadéquation formation initiale.

**Plan cohésion sociale (05) puis plan Espoir Banlieue (08) : « ne paraît pas cependant, porteur de changements en profondeur »**

**Accompagner vers l'emploi** : lutter contre échec scolaire, préparer insertion pro, cibler moyens ZEP, soutenir assocs...



**Créer service public orientation** (EN & entreprises), et mieux anticiper adéquation des formations aux besoins économiques

**Diversifier modalités de recrutement** (notamment élargir accès emplois publics)

**Environnement global de l'emploi** : revitaliser quartiers ; **système ZFU attaché au lieu résidence des salariés recrutés** ; accompagnement durable des jeune créateurs d'entreprises

**Faciliter recherche d'emploi** : mobilité (permis...), logement, (mobiliser parc privé & social), garde d'enfants, santé, etc. « **comme le font les ML dans leur approche globale de la situation** »

**Régler dysfonctionnements posés par fichiers PJ** « que les jeunes ne soient pas durablement écartés de possibilités d'emplois du fait d'erreurs passées »

**Discriminations** : améliorer application loi

**Réelle mobilisation Etat** : « **identification d'un responsable institutionnel au niveau national** »

**Faire évoluer ML** : conforter leur place au sein du **service public de l'emploi en mutation**, pour renforcer leur rôle d'acteur privilégié pour l'emploi de tous les jeunes. - [www.ces.fr](http://www.ces.fr)

**Un devoir national – l'insertion des jeunes sans diplôme par le Conseil de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale** (CERC)- [www.cerc.gouv.fr](http://www.cerc.gouv.fr)

**En 2004, 1 Français sur 6** a quitté l'école sans diplôme soit 117 000, plus exposés au chômage.

**Analyse** : origine jeunes, causes échec scolaire, difficultés insertion pro et dispositifs mis en place + éclairage sur expériences étrangères.

**Prolonge constat établi par le CERC en 06** : M. Delors demandait **ouverture « chantier national »**

**Depuis plus 30 de ans politiques mises en place « pas à la hauteur de l'enjeu »**

**Priorités : améliorer repérage des jeunes et articulation EN / service public emploi.**

**Procédures d'accompagnement renforcé** pour jeunes chômeurs ne les atteignent pas toujours et **contrats aidés trop courts. Solution : contrats alternance** mais « supposent des compétences »...

« **Mettre en place (...) contrats aidés suffisamment longs combinés à des formations** »

**Etudier une allocation financière**, conditionnée à une démarche active de recherche d'emploi.

**Améliorer coordination** entre multiples acteurs

« **L'opérateur central de l'accompagnement des jeune sans diplôme, les missions locales, doit mobiliser des instruments gérés et financés par d'autres institutions** »

**Un responsable placé auprès du Premier ministre** pour coordonner, fixer objectifs et évaluer.

## Le conseil d'analyse économique épingle le SMIC et plébiscite le RSA

ASH – 29/08/08 – 08 410



*Décidément les choses vont bouger : c'est en tout cas l'impression que l'on veut avoir en cette rentrée ; paraît un peu technique mais nous recommandons de suivre, c'est intéressant.*

**Salaires minimum** : « son principal défaut est d'évincer de l'emploi les personnes les plus fragiles (...) sans permettre de collecter des ressources pour améliorer leur revenus »

**Préconisations** : changer les règles revalorisation du **SMIC**. « Le fixer conjointement avec les minima sociaux dans la loi de finance.

Mesures fiscales et prestations sociales, avec un système redistributif type RSA : unifier minima sociaux et prestations

liées à activité

**Extension du RSA aux moins 25 ans.**

[www.cae.gouv.fr/rapports](http://www.cae.gouv.fr/rapports)

## Eléments de l'été sur l'emploi

ASH – 20-27/06 & 18/07/08 & 22/08/08 – 08 327



*Les missions locales persistent et signent : inquiétude sur l'emploi des jeunes. Ce ne sont pas les travailleurs sociaux qui les contrediront. Et une mention pour « Groupie » qui peut aider ceux d'entre vous*

**Maisons de l'emploi : 2 rapports appellent à pérenniser tout en ajustant**

Automne 2007, gel du dispositif (attente fusion ANPE/ Assedic)

**1. Rapport Dalloz -Assemblée nationale**

« [Elles] ont fait leurs preuves, il faut les maintenir » ; réactives, innovantes...

**Propose : y intégrer PLIE & CBE** (éviter doublons), **plafonner les subventions de fonctionnement** au regard du nb d'habitants de leur bassin d'emploi et **créer un comité national de surveillance** - [www.assemblee-nationale.fr](http://www.assemblee-nationale.fr)

**2. Rapport d'évaluation – M. Anciaux**

**Projet de nouveau cahier des charges**

Diagnostic territorial partagé en vue d'une gestion territorialisée des ressources humaines. Favoriser création d'entreprises aider à rapprocher IAE des entreprises, accueillir, informer et orienter

Reconduire démarche d'auto-évaluation

[www.jeanpaulanciaux.com/maison\\_de\\_l\\_emploi.htm](http://www.jeanpaulanciaux.com/maison_de_l_emploi.htm)

## En bref cet été

\* **Assoc nationale directeurs de missions locales** : « **les jeunes sont maltraités** » par les politiques publiques d'insertion

**Dénoncent orientations** ignorant les acteurs de l'insertion des moins 25 ans et déplorent abandon de l'approche globale « au bénéfice d'un seul objectif : la mise à l'emploi rapide »

**Appellent** à la construction de l'égalité des chances pour tous, pas seulement pour « les plus employables »

\* « **Le CIVIS : la moitié des jeunes sur la voie de l'insertion pro après 18 mois** » : 58 % en sont sortis dont 24 % pour un emploi durable.

47 % sont en difficulté, 28 % ont un bilan encourageant et 25 % ont eu des parcours réussis

DARES – 1° infos/1° synthèses 29.3

[www.travail.gouv.fr](http://www.travail.gouv.fr)

\* **Accès à l'emploi** : **Groupie un pont entre l'entreprise et les acteurs de l'insertion**



**Groupement des Innovateurs pour l'Emploi**

**Mettre en réseau à titre individuel et non au titre de leur institution, le plus d'acteurs possible** : entreprise, insertion, services publics emploi.

Au bout d'un an, début 2008, plus de 200 membres

**Dessine une géographie de l'insertion que ne recouvre aucun dispositif.**

**Fluidifie le système** et tout le monde s'en félicite

Réunions tous les deux mois.

Un groupe de travail a élaboré pour les employeurs un « **plan**

**d'intégration du salarié** » par ex : « fiches de suivi »

Assoc encore jeune et dont le caractère informel nuit à une analyse statistique. Mais indéniablement il se développe. A suivre. A aller voir....

[www.groupie.fr](http://www.groupie.fr)

\* **Accompagner vers l'emploi, ex de l'Allemagne, du Danemark et du Royaume Uni**

**Rapport de M. Besson** : « aspects convergents »

**Principes** formant socle pertinent : **guichet unique** (accès simple pour tous), **accompagnement précoce, fréquent et continu, au-delà de la stricte période de chômage, relation d'accompagnement et d'aide** par conseiller personnalisé, **combinaison prestations favorisant contact avec l'entreprise**

[www.premier-ministre.gouv.fr](http://www.premier-ministre.gouv.fr)

\* **Le Pdt de l'Uniopss écrit à M. Hirsch**

**Demande mission commune de réflexion CSTS / Conseil d'orientation emploi** : articulation travailleurs sociaux & service public emploi, création métier spécifique pour insertion socioprofessionnelle ?....

\* **Le SMIC augmente 0,9 % au 01/07/08**

Décret n° 2008-617, 27/06/08, J.O. du 28/06/08

**1 321,01 € bruts mensuels** (3,2% d'augmentation en tout - 2,3 % en mai), en fonction de l'évolution de l'inflation. Pas de « coup de pouce ».

\* **Création d'entreprises**

**2006** : 80 700 chômeurs ou allocataires minima sociaux ont créé ou repris 76 500 entreprises avec l'ACCRE, soit + 13,8 % en un an

DARES – 1° Infos 25.2 – [www.travail.gouv.fr](http://www.travail.gouv.fr)

\* **IAE 2006** : 253 000 salariés embauchés ou mis à disposition. Recrutement en hausse de plus de 70 % pour ateliers et chantiers d'insertion ; accueillent les personnes les plus éloignées de l'emploi.

DARES – 1° Infos 25.1 – [www.travail.gouv.fr](http://www.travail.gouv.fr)

\* **Adoption loi « portant modernisation du marché du travail » (12/06)**

CDI est la forme « normale et générale » de la relation de travail. (Exit CNE.)

**Ancienneté d'1 an** (au lieu de 2) ouvre droit à l'indemnité légale de licenciement

**Encadre la « rupture conventionnelle »** du contrat de travail

## 30 propositions du CNIS pour améliorer la mesure de l'emploi, du chômage et de la précarité - réactions

ASH – 20/06/08 – 08 332



*C'est à lire... Et à suivre mais c'est intéressant de repérer que l'on ne peut plus se contenter de donner quelques chiffres. C'est bien.*

**Conseil national de l'info stat : système « très fourni [mais] ne permet pas une lecture suffisamment fine des évolutions de la société »**

Pour « construire une représentation plus riche »

**Chômage** : compléter chaque année l'indicateur trimestriel par un taux de chômage par qualification

**Sous-emploi** : désagréger ce taux par sexe et âge

« **Halo** » (inactifs souhaitant travailler) : le détailler par sexe et âge.

**Emploi** : donner taux d'emploi temps plein et partiel par sexe et âge ; donner chaque année répartition par type de contrat de

travail, par qualif. et indicateurs sur ancienneté dans l'entreprise et « l'emploi insatisfaisant » : tout cela par âge et sexe

**Pour mieux cerner précarité emploi** : indicateurs de transition d'une situation à l'autre et de parcours sur plusieurs années.

**Regarder le chômage en termes d'ancienneté** & prendre en compte chômage récurrent

**Eclaircir les motifs pour lesquels des emplois restent non pourvus**

Rapport sur [www.cnis.fr](http://www.cnis.fr)

**Collectif ACDC**

« **Avancées intéressantes** » dans rapport du CNIS.

**Mais « insuffisamment innovant » sur la mesure de la qualité des emplois.**

**Introduire la notion de « bas salaire »** (salaire mensuel inférieur aux deux tiers du salaire médian)

Analyse détaillée sur <http://acdc2007.free.fr>

## Chômage : chiffres et autres éléments de l'été



*Les chiffres, bruts ainsi, ils parlent peu mais ils sont là. Sur ce dossier, chiffres, lois tout est là mais un peu en suspens néanmoins, comme si on attendait la rentrée pour avoir des analyses fines.*

**Chiffres du mois de mai 2008**

ASH – 04/07/08 – 08 361

**ANPE / DARES : +0,3 % en mai** (-4,3 % sur 1 an)

**Chômeurs moins de 25 ans :**

**+ 0,8 % en mai et – 2,1 % sur 1 an**

**Inscriptions ANPE : + 0,8 %** mars avril mai par rapport aux 3 mois précédents

**Sorties ANPE** : - 0,4 % (mêmes périodes)

DARES – 1° Infos 27.1 [www.travail.gouv.fr](http://www.travail.gouv.fr)

**Les allocations de chômage seront revalorisées de 2,5 % au 1° juillet**

ASH – 27/06/08 – 08 333

**Soit une hausse inférieure à l'inflation** (+ 3,2 % en 2008 - Insee) et à la revalorisation SMIC (3,2%)

**Projet loi sur « droits et devoirs » des chômeurs présenté en conseil des ministres le 11 juin**

ASH – 20/06/08 – 08 334

**Se précise quant au projet personnalisé d'accès à l'emploi (PPAE)** à partir duquel sera définie l'offre raisonnable d'emploi. Il précisera la nature et les caractéristiques des emplois recherchés en tenant compte de : formation, qualifs., expérience, situation perso et familiale et situation du marché du travail local ; il précisera la zone géographique privilégiée et le niveau de salaire attendu.

**PPAE actualisé régulièrement** : occasion de réviser les éléments constitutifs de l'offre raisonnable

**Le salaire proposé ne peut être inférieur** ni au SMIC ni au salaire normalement pratiqué dans la région et la profession

(Se reporter également aux articles de mai-juin)



## Présentation de la loi pour « l'accès au logement » et réactions

ASH – 18/07 & 22/08/0808 – 08 388

Le Monde – 10/07/08 – 08 388



*Voilà on ne va pas vous dire que c'est réjouissant mais néanmoins on vous dit que c'est à lire parce que l'on en reparlera forcément.*

Conseil des ministres du 28/07 « **texte de rupture** »

**Avec 4 priorités** : construire plus de logements ; favoriser l'accès populaire à la propriété ; permettre l'accès du parc HLM à plus de personnes ; lutter contre l'habitat indigne

**Aménagement art. 55 loi SRU** : comptabilisation dans les 20 % des logements acquis avec PSLA et Pass Foncier « **en n'opposant plus propriété et logement locatif on développe encore davantage le logement social dans les communes** »

**Renforcer l'engagement organismes HLM et 1% logement** dans la mise en œuvre de la politique du logement ; signer conventions « d'utilité sociale »

**Nouveau dispositif de gouvernance du 1% logement** : contribuera à l'ANAH (800 millions)

**Mobilité. Faciliter la libération des logements en « sous-occupation »** le bailleur devra en proposer un nouveau au locataire (loyer non supérieur) : si refus 3 offres, le locataire aurait 6 mois pour partir

**Rotation en HLM** : les ménages dont les revenus dépassent d'au moins 2 fois les plafonds de ressources devront quitter leur logement dans les 3 ans (diminution de 10 % de ces plafonds)

**Le bailleur devra examiner situation** et possibilités d'évolution de tout locataire assujéti au supplément loyer (quand revenus dépasse plafonds)

**Locataires parc social pourront sous-louer** (1 an renouvelable) une partie leur logement à des jeunes

**Le juge pourra suspendre un jugement d'expulsion pendant 1 an** (au lieu de trois)

**Principe de la maison à 15 € /j** devrait être étendu aux appartements (plutôt 19 €/j)

**Habitat indigne** : nouveau programme sur 2009-2016 sur 100 à 150 quartiers et définition légale de la notion d'habitat indigne.

**Lutte contre exclusion** : bailleurs sociaux pourront gérer logements du parc privé et les sous-louer à des ménages hébergés hôtels ou centres hébergement

**Plans départementaux hébergement urgence** : dans les capacités seraient comptés CHRS et hébergements stabilisation

**Les associations dénoncent les « reculs »**

**Unanimité contre aménagement art. 55.**

« **Scandaleux** » (CNL), « **on arrange à bon compte les communes hors la loi** » (Abbé Pierre)

**Les plus modestes pas en mesure d'accéder à la propriété : on manque de logements sociaux.**

**FNARS** : ramener à 1 an la possibilité de suspendre un jugement d'expulsion « **contraire** » au **DALO** (personnes expulsées sont prioritaires)

**FNARS** : **craint la constitution d'un tiers secteur hors droit commun** avec la possibilité pour organismes HLM de sous-louer logements privés

**Possibilité rupture contrats si revenus supérieurs aux plafonds.** **USH** : « **brèche dans le principe du droit au maintien dans le parc social (...)** bonne méthode (...) **supplément de loyer qui ait un réel impact** » ; **Fondation Abbé Pierre** n'est pas choquée ; la **CNL** trouve cela **inacceptable**

**Interrogations sur les sources de financement** : annonces de baisses du budget logement, ponctions dans le 1 %

**FNARS** et **Uniojss** avaient demandé « **la révision en profondeur** » du projet...

**Calendrier** : examen au Parlement à la mi-octobre

## Application de l'art. 55 de la loi SRU : un bilan d'étape « positif » pour le ministère

ASH – 11/07/08 – 08 379

Le Monde – 04-29/07/08 – 08 379



*Le ministère indique que ce bon résultat est une « surprise ». A suivre et dans le détail bien sûr fortes disparités territoriales.*

**Pour communes n'atteignant pas 20%** logements sociaux, programmes rattrapage triennaux.

**Bilan 2005-2007** : sur **730 communes concernées, 400 ont respecté engagement triennal**

**Sur 63 000 logements prévus, 93 000 ont été construits**, 400 communes dépassant l'objectif.

**330 (45 %) n'ont pas atteint leur objectif** : constat de carence engagé pour 291 d'entre elles (préfet)

**Commissions départementales vont examiner ces situations** : parfois « **raisons objectives** » : cherté du foncier, recours contentieux...

L'objectif est de résorber le déficit pour 2020

## Eléments de l'été sur le logement



*Là aussi nous dirions que les rapports parlent d'or mais que le réel ne suit pas.*

ASH – 11/07/08 – 08 380

**Mise en place du DALO**

**1<sup>o</sup> conclusions contrôle budgétaire** (M. Dallier) : **au 31/05/08 26 000 dossiers déposés** (dont 63% en Ile-de-France) ; « pas le raz-de-marée annoncé »

**Il y aura un « bug »** à Paris et dans le 93 par ex, mais « limité » par rapport à ce que l'on craignait

**Pourquoi pas plus de dossiers ?** : « **l'Etat n'a manifestement pas mis les moyens pour informer le public concerné et il a eu tort d'écarter les communes et ne pas motiver les assocs** »

ASH – 27/06/08 – 08 349

**\* Aires d'accueil : rapport du sénateur Pierre Hérisson sur l'évaluation des dispositifs**

L'effort « doit être poursuivi » ; **quand la loi [de 2000] est appliquée « les nuisances (...) diminuent, voire disparaissent »**

**31/12/07** : schémas départementaux prescrivaient l'aménagement de 42 000 places en aires et 13 600 étaient en service ; taux de réalisation = 32% en progression de 7 points par rapport au 31/12/06.

La loi prévoit une révision des schémas tous les 6 ans ce qui implique la révision de 42 d'entre eux.

**Pour encourager les communes, propose de comptabiliser chaque emplacement comme un logement social (loi SRU)**

**Cette population requiert un encadrement renforcé, notamment par travailleurs sociaux : à développer en lien avec les CG**

**\* Changements dans le comité de suivi de la mise en œuvre du DALO**

Décret n° 2008-567 du 18/06/08, J.O. du 19/06/08

**16 associations** le rejoignent (il y en avait déjà 21)

**Parmi elles**, Enfants de Don Quichotte, Emmaüs France, Croix-Rouge, Secours catholique, Entraide protestante, Secours populaire, MDM, ATD....

**A noter que le DAL** n'a pas donné suite à l'invitation d'y siéger

**Y sont aussi représentés** le Conseil national des politiques de lutte contre pauvreté et ONPES

**Prochain rapport du Comité en octobre**

ASH – 04/07/08 – 08 362

**Propositions du rapport Pélissier pour lever les obstacles à la création des maisons-relais**

**Le PARSA prévoit 12 000 places** et au 31/12/07, seulement 6 000 réalisées ; d'où cette mission.

**D'abord constate que les difficultés** rencontrées sont les mêmes que dans tout le secteur : rareté et prix du foncier, réticence des riverains....

**Produit mal connu des décideurs et bailleurs** : comme M. Pinte suggère de les compter double au titre du quota 20 % logements sociaux (SRU)

**Note l'importance de les programmer** localement

Suggère de refondre la procédure d'instruction

**Pas suffisamment financées** par rapport à leur caractéristiques : couple d'hôte, grands espaces collectifs... suggère de financer à minima à 35 %

*On vous le dit, rien que du vieux. Lisez au moins les réactions des acteurs sociaux, elles mettent l'accent sur le « phénomène » addictif, cela est intéressant.*

**Doté d'un budget de 87,5 millions d'euros**

**Prévention** communication, information ; **application** loi ; **soins**, insertion sociale, réduction risques ; **formation**, observation, recherche

**« La priorité en matière de prévention doit être d'éviter entrées en consommation de drogues »**

Campagnes d'infos, actions en milieu scolaire et étudiant (acteurs EN, santé, justice, police...)

**« Relégitimer adultes dans leur rôle de principal acteur de prévention (...) les aider à se réapproprier une parole porteuse de la règle » : états généraux sur capacités éducatives**, mobiliser dispositifs relais (Point infos, CAF, UNAF...)

**Systématiser réponse judiciaire : stages de sensibilisation** (loi prévention délinquance)

**Lutter contre alcoolisme des jeunes** : interdiction totale de vente aux mineurs et des « open bar »...

**Intensifier prise en charge sanitaire et sociale des populations vulnérables** : partenariat CSAPA / dispositif hébergement social + 3 nouvelles communautés thérapeutiques

**Consultations jeunes consommateurs : passer à 120 000** (soit multiplier par 3)

**Actions prévention pour personnes détenues**

**Nouvelles modalités pour usagers de cocaïne**

**Meilleure prévention pour les femmes enceintes**

**Réduction des risques** : notamment hépatite C

<http://www.drogues.gouv.fr>

**Le plan est assorti de peu de financements**

FFA : fera travailler ensemble ministères qui ne le font pas d'habitude, reconnaît intérêt intervention précoce et sur populations vulnérables... mais comment tenir cette « gageure » avec ces moyens ?

**Anitea (ex ANIT) & F3A** seront « vigilantes »

**Auraient voulu plus que de l'info** : « ce ne sont pas tant les drogues qui se banalisent que notre société qui banalise l'expérience addictive » ; appellent à une « éducation préventive »

---

## Éléments de cet été



*Décidément il y a un non-recours aux dispositifs, les rapports se suivent et se ressemblent ... sur le fond. C'est curieux. Et surtout lisez « l'histoire » de la circulaire sur les refus de soins. Instructif..*

ASH – 18/07/08 – 08 393

**\* Aide à l'acquisition mutuelle - [www.cmu.fr](http://www.cmu.fr)**

**30/11/07** : près de 200 000 personnes concernées

**+ 31 % de personnes en 2007 ont obtenu l'attestation d'aide et + 37 % l'ont utilisée**

**Mais le nb bénéficiaires reste faible** par rapport aux plus de 2 millions personnes éligibles

**Moyenne du reste à charge = 366 €**, stable par rapport à 2006.

**A noter** une autre étude : **Dépenses CMU-C par bénéficiaire en 2006 & 2007- [www.cmu.fr](http://www.cmu.fr)**

**\* Rapport annuel du Haut Conseil pour l'avenir de l'assurance maladie**

**Taux de déficit a diminué de moitié depuis 2004** mais reste « significatif » (4,1 % prévus pour 2008)

Disponible sur [www.securite-sociale.fr](http://www.securite-sociale.fr)



## Plan de la MILDT 2008-2011 et réactions

ASH – 18/07/08 – 08 389



*Rien de bien nouveau et... trop peu d'argent.*

ASH – 11/07 & 29/08/08 – 08 417

### Circulaire sur les refus de soins aux titulaires de la CMUC-C dénoncée devant la HALDE

Circ. 33/2008 du 30 juin, présente **nouvelles modalités de prise en charge des réclamations** et plaintes : examen au cas par cas, conciliateurs...

**Prévoit aussi que les professionnels puissent porter réclamations** : « retards injustifiés aux RdV, RdV manqués et non annulés, traitements non suivis ou interrompus et exigences exorbitantes » sont retenus comme griefs admissibles.

**Collectif médecins généralistes pour l'accès aux soins (Comegas) a saisi la HALDE** : revient à « mettre sous condition de bon comportement » l'accès aux soins des bénéficiaires ; ces griefs n'ont jamais été opposés aux autres patients.

ASH – 29/08/08 – 08 422

### Les orientations et les crédits du plan « santé mentale » pour 2008

**Renforcer** l'articulation des secteurs sanitaire, social et médico-social

**Expérimenter** binômes MDPH-équipes psy dans 15 sites

**Prévention** : souffrance psy enfants, ado, femmes + actions de formation au repérage de la crise suicidaire

Rénover dispositif de soins: 28,1 millions attribués (3 pour équipes répondant aux besoins des personnes en situation de précarité et d'exclusion)



### La suppression de la carte scolaire renforcera les ghettos : rapport de 2 inspecteurs généraux

Le Monde – 18/06/08 – 08 370



*Rapport non publié à ce jour. Voilà et c'est à lire et c'est à suivre et c'est désolant et c'est tout !!*

Suppression totale de la carte annoncée pour 2010

**MM. Obin & Peyroux** : c/ 34 Dpts en 06-09/07.

**Rentrée 07**, critères sup pour dérogations: handicap, bourses au mérite et critères sociaux, besoins prise en charge médicale...

**Accentuation de la baisse de la mixité scolaire**

**Renforcement logiques concentration ethnique.**

**Accélération processus en cours**

« Dans les établissements les plus convoités, peu d'élèves condition modeste ; dans les collèges les plus évités, catégories favorisées ont disparu »

**Création d'options d'excellence en ZEP** : ne permettent

pas de faire revenir les classes moyennes

**Possible concilier plus grande liberté familles et plus grande mixité établissements**: mais la « voie est étroite »

**Elèves boursiers** : « peu nbx et mal traités », taux dérogation accordé variable selon Dpts

**Amélioration diversité sociale ne fait pas l'objet d'une attention prioritaire** : la logique des bonnes notes prime ; critères sociaux arrivent en dernier dans le traitement des dossiers.

**Il faudrait des consignes claires.**

**Suggèrent indicateur de suivi mixité** et dotation supplémentaire pour établissements vertueux.

**Fermer établissements ghettos** : peut être positif

Il faudrait que l'émulation qui se profile entre établissements « débouche sur une amélioration d'ensemble (...) et non sur une concurrence »

Rapport non publié à ce jour.

### Des éléments sur la rentrée



*Du pédagogique et du financier qui s'entremêlent dans cette rubrique. A parcourir.*

#### Allocations et bourses

ASH – 20-27&11/07&22-29/08/08 – 08 359

Le Monde – 09/07/08 – 08 359

**\* 50 millions d'euros supplémentaires pour l'allocation de rentrée scolaire (ARS)**

Toujours servie sous conditions de ressources, **elle va être modulée en fonction de l'âge.**

**Sans changement pour les 5/10 ans** (272,57 €)

**+ 15 € pour les 11/14 ans** (287,57 €)

**+ 25 € pour les 15/18 ans** (297,57 €)

Décret 08-743, 28/07/08, JO 30/07/08

**UNAF / CSF / UFAL : l'ARS n'a pas été réévaluée et ne couvre pas les frais réels** ; c'est d'autant plus vrai pour les filières techno... où il y a beaucoup d'élèves d'origine modeste...

#### Enseignement supérieur

**\* Nouvelles règles d'attribution des bourses sur critères sociaux** – Circ. 08-1013- 12/06/08 – BO 26

**50 000 étudiants sup** en bénéficieront (ministère)

Limite d'âge reculée à 28 ans ; salaires non pris en compte (jusqu'à 3 fois montant mensuel du SMIC)

Nouveaux critères (c/ points) peuvent léser certains étudiants : déblocage 5 millions sup pour éviter cela

Barèmes fixés par arrêté du 11/08- JO 23/08

« **Système prêts bancaires étudiants** » fin 2008

**\* Revalorisation de 2,5 % + revalorisation de 3,2% des seuils d'entrée** (élargir l'accès)

**Unef** : « très décevante » ; inférieure à l'inflation et coûts d'inscription en augmentation ; **FAGE & UNI** sont plus positives.

**\* Fonds national d'aide d'urgence des difficultés particulières** - Circ. 08-1017- 12/06/08 – BO 26

Limite d'âge 35 ans ; aide ponctuelle versée en 1 fois ou annuelle versée sur 9 mois

Circulaires dispos sur <http://www.education.gouv.fr>

**\* L'allocation d'installation étudiante n'est pas reconduite** (en bénéficiaient les étudiants boursiers sur critères sociaux et mérite touchant l'APL)

Circ. CNAF 2008-022 du 11/07/08, non publiée

**Dispositif expérimental de « réussite scolaire » dans 200 lycées (général, techno ou pro)**

ASH – 11/07/08 – 08 372

**Stages dès 2° quinzaine d'août** pour bacheliers et entrants en terminale : consolider acquis

**Au plus tard 01/10** : appuis individualisés pour volontaires ;

ceux qui rencontrent des difficultés ou ceux qui veulent «réaliser parcours d'excellence »

« **Dotation horaire sup** » & **enveloppe moyens** : 1500 assistants d'éducation supplémentaires

Circ. 08-174&075-05/06/08 – BOEN 24 – 12/06/08



## Le Monde – 08 165

**La Frénésie sécuritaire : retour à l'ordre et nouveau contrôle social** (voir en Société)

C'est éclectique : des ouvrages que nous commentons et d'autres que nous signalons. Toujours avec le but de donner le maximum d'informations pour des intérêts qui peuvent diverger selon vos publics, vos études...

On nous signale :

### La Prévention Spécialisée : un projet coopératif



*Nous reprenons l'avis très favorable de la personne qui a lu l'ouvrage et qui insiste sur son aspect « dynamique »*

*Au croisement des politiques de protection de l'enfance et du développement social, la PS est souvent interpellée de manière contradictoire.*

*Evolutions des politiques publiques et des réalités de la précarité invitent à des repositionnements. Retour sur expérience dans une perspective stratégique de coopération.*

MM. Ropers & Verney – Ed. Vuibert – 23 €

## ASH du 27 juin 2008 – 08 324

**Guide pédagogique de l'antiracisme en formation sociale**



*Alors là disons-le ça nous enthousiasme. Parce que ces questions sont forcément au cœur de votre travail... et qu'elles sont parmi les plus complexes qui soient. Pourquoi se priver d'éclairage ? Allez-y.*

**Eclairages multiples** et textes courts.

**Etat des connaissances** : histoire de l'immigration, approches de l'intégration, production des représentations sociales racistes et modes d'intervention en milieu migrant ou pluriculturel.

« **Jusqu'à une période récente, travailleurs sociaux et leurs formateurs considéraient que le racisme n'était pas leur affaire (...)** [n'imaginaient] pas être coproducteurs de processus (...) de discrimination raciste »

Séquences thématiques avec objectifs et pistes pour les mettre en œuvre.

Parle aussi des inégalités de traitement dont sont victimes les travailleurs sociaux

Boucher & Belqasmi – Ed. Vuibert – 32 €

---

**Qu'est-ce qui fait autorité dans les institutions médico-sociales ?**



*C'est une bonne question. A vous de voir.*

Il y a eu des remises en cause des notions de hiérarchies mais on connaît aussi les limites du collectif : Alors ?

C. Vander Borgh – érès – Col. Empan – 15 €

---

**Accueil familial des enfants, risques du métier**

*L'accueil familial en revue n° 18*

Risques divers et aides parfois insuffisantes

IPI : 01 45 89 17 17 – 20 €

---

**La violence carcérale en question**



*En soi ce n'est pas une surprise mais décortiquer ce que l'on connaît peut se révéler d'une richesse surprenante.*

Enquête socio dans 5 prisons d'hommes.

En dehors des « flambées médiatiques » le silence recouvre souvent de la peur.

Professionnels et détenus s'accordent : la prison est un milieu violent. Analyse fines des mécanisme d'apparition et de régulation des différentes violences

Mme Chauvenet – Ed. PUF – 25 €

---

**L'identité à l'épreuve de l'exclusion socioprofessionnelle**

*Là non plus pas de surprise c'est à voir.*

Recherche psycho clinique : 15 chômeurs longue durée témoignent. Pbs financiers, de santé, psy, bouleversements relationnels (explosions de couples) ; mais montre aussi que l'on peut s'en sortir : il faut du temps.

P. Welnowski – L'Harmattan – 27,50 €

---

## ASH des 22 & 29 août 2008 – 08 412

## Le péril SDF. Assister et punir



*Nous aimons les conclusions. A vous de voir.*

A partir de travaux parlementaires et des médias analyse de l'évolution du regard sur les SDF.

Dispositif d'assistance dont l'efficacité n'est pas prouvée mais surtout en « **inadéquation patente** » avec leur besoins ; il y a de la punition dans l'air pour ceux qui refusent le jeu social ou y échouent.

S. Rullac – Ed. L'Harmattan – 20 €

**« Les aspects du travail en équipe... ou les conditions d'une coopération efficace**

Exploration des facettes et de la difficile mise en œuvre du travail en commun

Les Cahiers de l'Actif 382/383 & 384/385

Tel 04 67 29 04 67 – 23 €

**Violences des jeunes : violences faites aux jeunes**

Actes de journées de janvier 2006 : climat « sécuritaire » et évolution du contexte sociale et juridique, dimension politique de la fracture....

Cahiers d'études du CUEEP n° 60-61

Tel. 03 20 58 14 29 – 25 €

**« Coopérer avec les parents en protection de l'enfance »**

Distinguer soutien et coéducation : balayage de modes de coopération mis en place

Vie sociale n° 2/2008 – Tel. 04 45 51 66 10 – 15 €

**L'action sociale dans les territoires (colloque 07)**

Chaire travail social CNAM & Centre études de l'emploi : l'espace du social se structure-t-il en territoires du social ?

Vie sociale n° 2/2007 – Tel. 04 45 51 66 10 – 15 €

**Ceux qui ne demandent rien**

Sont-ils « hors jeu, résignés ou résistants » : journée d'étude IRTS Ile-de-France (12/2007)

Vie sociale n° 1/2008 – Tel. 04 45 51 66 10 – 15 €

**Refonder les internats spécialisés. Pratiques innovantes en protection de l'enfance**

Les MECZ sont-elles en mesure de devenir des foyers de cette innovation à laquelle appelle la réforme de la protection de l'enfance ?

Conditions nécessaires à cette évolution.

Dir. F. Batifoulie & N Touya – Ed. Dunod – 26 €



*De plus en plus brèves si l'on ose dire : notre obsession du dossier thématique est*

*manifeste. Avec le souhait que vous vous y retrouviez bien sûr.*

## Le Monde – 08 352

**Election à la tête du CFCM (24/06)**

M. Mohamed Moussaoui succède à M. Boubakeur à la présidence du conseil français du culte musulman

Issu de « l'islam marocain ».

**ASH du 20 juin 2008 – 08 353**

**Bilan « numéro maltraitance » - 39 77**

Entre 5/02 et 17/04 2008, 12 309 appels, soit autant que dans toute l'année 2006 (Ministère)

**72 % des appels : femmes** (maltraitance domicile)

**ASH du 4 juillet 2008 – 08 368**

**Prévention du suicide** : comité de pilotage installé. Experts et assoc pour élaborer un plan prévention

**Maladie mentale : CNCDH dénonce focalisation des pouvoirs publics sur la dangerosité au détriment du soin** - [www.cncdh.fr](http://www.cncdh.fr)

Appelle à « **repenser de manière globale et cohérente la politique prise en charge maladie mentale** » ; développer tâches de médiation et **créer une Agence pour la santé mentale**.

**Bilan des « Jeunes ambassadeurs Défenseur des enfants »** est jugé satisfaisant (depuis début 2007)

**près de 30 000 enfants** ont eu une info relative à leurs droits et au rôle de l'instance. Reconduit à la rentrée scolaire - [www.defenseurdesenfants.fr](http://www.defenseurdesenfants.fr)

## ASH du 22 août 2008 – 08 419

**A l'appui d'une enquête la CPCA demande une loi** définissant la subvention d'intérêt général pour « éviter la mise en concurrence systématique du secteur associatif » et des financements pluriannuels

Enquête sur [www.cPCA.asso.fr](http://www.cPCA.asso.fr)

[http://cPCA.asso.fr/IMG/pdf/EnqueteCPCA\\_Financement\\_juillet2008.pdf](http://cPCA.asso.fr/IMG/pdf/EnqueteCPCA_Financement_juillet2008.pdf)

## ASH du 29 août 2008 – 08 418

**Le comité des droits de l'Homme de l'ONU critique la France (adressé le 22 juillet)**

Semblent incompatibles avec le pacte international relatif aux droits civils et politiques :

\* **Prisons** : il faudrait réexaminer la loi sur la rétention de sûreté ; les prévisions de créations de places semblent insuffisantes ; « comportements non déontologiques de certains agents ».

\* **Immigration** : rétention dans des locaux inappropriées, notamment mineurs isolés ; durée procédures regroupement familial ; tests ADN.

Les autorités étudieront les observations « avec la plus grande attention »



## Hébergement : la « Villa Médicis » ouvre ses portes sans conditions aux sans-abri

ASH – 29/08/08 – 08 423



*Franchement c'est pas beau ça ?  
Autogestion, inconditionnalité, prise de  
risque, mélange de professionnels et ... oh et  
puis voilà, lisez c'est beau, c'est tout...*

L'Association CASA ou Collectif d'action des sans-abri est née en Avignon en 2000. Initiative de gens de la rue qui expérimentait accueil inconditionnel et autogestion.

Après négociations, en 2003 elle ouvre une structure qui devient CHRS en 2007 : c'est la Villa Médicis. Accueille hommes, femmes, couples, avec enfants, avec animaux...

Une commission d'orientation formée d'assoc attribue les places selon l'urgence, **Aucun entretien d'admission ni d'avis de l'équipe.**

« Nous laissons la personne débarquer et se fabriquer une racine sur le lieu »

« Il s'agit juste de repousser les limites des cadres (...) l'insertion n'est pas notre priorité. L'accompagnement social n'est pas une obligation, il se fait à la demande ». Pas de référent

**Travailleurs sociaux diplômés et « travailleurs pairs »** au vécu proche de celui des habitants

**Une réunion de maison par semaine** : ordre du jour établi en amont par les habitants

**Principe d'autogestion** : la permanence par ex est partagée entre salariés et habitants.

**Prise de risque, mais qui suscite l'étonnement et par là-même du désir chez des gens qui sont en échec pourtant de puis très longtemps.**

**Addictions** : « nous ne cautionnons pas les pratiques addictives, mais nous acceptons la logique de la personne ». Respect de la loi et des limites : pas de trafic ni d'incitation mais l'addiction n'est pas motif à exclusion.

**Sortie en moyenne au bout d'un an de séjour** et les retours sont possibles mais souvent « la personne revient avec un réel projet »

**Projets en réflexion** autour d'habitats alternatifs.

**Démarche en cours** dans une dynamique vaste avec « l'Espèce d'espace » : renforcer la capacité des personnes à reprendre du pouvoir sur elles-mêmes et à s'exprimer.

**Par ex accueil d'artistes à la Villa ou événements festifs où les gens viennent « en tant que personnes et non usagers du social ».**

**Groupe d'entraide mutuelle** se met en place.

**Interface** entre la rue (maraudes) et la Villa : aller au-delà des publics qui ne demandent rien. « Devoir de non-abandon ».

« **Maraude sandwiches** » menée les dimanches par les résidents auprès des gens de la rue, « action autogérée »

**Projet de créer un lieu permanent** accueil à très bas seuil, entre la rue et les lieux de stabilisation

**CASA** : « les SDF se sentent exclus du débat, pas de la ville », et à travers ces projets, le savoir-faire du collectif est reconnu.